

ANGOLA



INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor

**PRÉSERVER ET VALORISER LES ACQUIS,
CONSTRUIRE UN AVENIR MEILLEUR.**



ANGOLA



ANGOLA



SOMMAIRE

1. Portraits des présidents Angolais depuis l'indépendance
2. Le mot de l'Ambassadeur
3. La proclamation de l'indépendance et la naissance d'une nation.
4. Présentation sommaire de l'Angola
5. Les acquis politiques
6. La renaissance économique
7. Investir en Angola
8. Les relations bilatérales avec la RDC





Le Président de la République d'Angola
Son Excellence Monsieur João Manuel Gonçalves Lourenço
Président de l'Union Africaine pour 2025



PORTTRAITS **LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**



João Manuel Gonçalves Lourenço Président de la République d'Angola Président de l'Union africaine

João Manuel Gonçalves Lourenço, né à Lobito le 5 mars 1954, est un officier militaire, historien et homme politique angolais, président de l'Angola depuis 2017 et président de l'Union africaine pour l'année 2025.

Il a occupé plusieurs postes importants au sein du parti et de l'État angolais, notamment député à l'Assemblée nationale entre 1986 et 2017, président du groupe parlementaire du Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) entre 1993 et 1998, 1er vice-président de l'Assemblée nationale entre 2003 et 2014 et ministre de la Défense de l'Angola entre 2014 et 2017. En février 2017, au 3e. Lors de la réunion ordinaire du MPLA, il a été officiellement annoncé comme tête de liste du MPLA aux élections d'août 2017.

Le président João Lourenço, élu pour la première fois à la présidence en 2017, a été réélu pour un second mandat lors des dernières élections d'août 2022, grâce à la victoire de son parti, le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA). Au pouvoir depuis l'indépendance en 1975, le MPLA a remporté 124 des 220 sièges du Parlement.

Depuis son élection en 2017 et sa réélection en 2022, le président João Lourenço a lancé de nombreuses réformes visant à accroître la libéralisation économique avec des lois sur la concurrence et des mesures macroéconomiques pour diversifier l'économie du pays, améliorer la perception du climat des affaires et faire face à la crise du pays.

Son gouvernement a mis en œuvre plusieurs réformes structurelles pour améliorer la gestion macroéconomique et la gouvernance du secteur public. Les réformes clés comprennent l'adoption d'un régime de taux de change plus flexible, une politique monétaire saine, une consolidation budgétaire, une plus grande transparence et une meilleure gestion de la dette, ainsi que la réforme et la privatisation des entreprises publiques.

Présidence de l'Union Africaine

Le président de l'Angola, João Lourenço, a assumé samedi 15, à Addis-Abeba, la présidence tournante de l'Union africaine (UA). C'est la première fois que l'Angola assume la présidence de l'Organisation des États africains, l'année même où le pays célèbre ses 50 ans d'indépendance.

Le Chef de l'Etat a promis de travailler au service de la paix et de la sécurité sur le continent. Le président João Lourenço a reçu des mains de son prédécesseur, le chef de l'Etat mauritanien, Mohamed Ould Cheik El Ghazouani, le marteau qui symbolise l'exercice du pouvoir continental, à Addis-Abeba.

Dans son discours le président de l'Union Africaine Lourenço a également abordé le thème des réparations et de l'importance des investissements étrangers sur le continent. Le Chef de l'Etat angolais a souligné les "immenses problèmes liés à la paix et à la sécurité" en Afrique "constituent un facteur de blocage" au développement du continent. Face à un scénario de plusieurs conflits régionaux, avec le Soudan et la République démocratique du Congo en tête des préoccupations, Lourenço assure travailler à trouver des solutions pour la paix.

Le président a mis l'accent sur son objectif central qui demeure celui de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales qui ouvrent les portes au progrès de l'Afrique. Comme il l'avait déjà indiqué, l'objectif de João Lourenço est de créer "un vaste plan pour attirer les investissements et capter d'importantes ressources financières" de l'extérieur du continent et accroître les investissements dans les infrastructures, un travail qu'il compte réaliser en collaboration avec la commission de l'UA. L'investissement étranger est selon lui crucial pour garantir que les intentions de l'UA se réalisent, à savoir vaincre la pauvreté, la faim et le chômage, « réduisant ainsi la probabilité de conflits armés et d'émigrants illégaux à ses frontières ».





PORTRAIT DU DR. ANTONIO AGOSTINHO NETO

DIA DO FUNDADOR DA NAÇÃO E DO HERÓI NACIONAL

**“Não basta que seja
pura e justa a nossa
causa. É necessário
que a pureza e a
justiça existam
dentro de nós.”**

DR. ANTÓNIO AGOSTINHO NETO

O poeta maior

**Le Dr. ANTONIO AGOSTINHO NETO
Premier Président de la République D’angola**

António Agostinho Neto Kilamba, né le 17 septembre 1922 à Caxikane, Ícolo e Bengo, et mort le 10 septembre 1979 à Moscou, est un homme d’État angolais, premier président de la république populaire d’Angola et président du Mouvement populaire de libération de l’Angola.

La personnalité du Dr António Agostinho Neto transcende les frontières nationales, il a été un homme d’Etat de portée et de renommée nationale, africaine et internationale. Il a proclamé l’indépendance nationale de l’Angola le 11 novembre 1975 devenant de ce fait à la fois le premier président de l’Angola et le fondateur de la République angolaise.

On retrouve dans l’engagement de Agostinho Neto une triple dimension celle d’abord d’un homme politique patriote bravant les interdits coloniaux et prenant énormément des risques personnels ainsi que pour sa famille pour organiser la résistance à la colonisation.

La deuxième volet de la personnalité du président poète est celle d’un homme qui concilie le combat politique et l’affirmation culturelle. En 1944 Agostinho Neto est un des poètes les plus connu en Angola, son œuvre majeure, « Espérance sacrée » sera publiée pour la première fois en Italie, à Milan en 1963 et ses poèmes sont toujours d’actualité comme « civilisation occidentale ». Il inspire à l’aide des jeunes intellectuels de sa génération et réussit à lancer le programme « Redécouvrir l’Angola » dont la vocation était de rechercher l’émancipation culturelle des angolais par la valorisation de l’authenticité angolaise en refusant toute compromission avec le colonialisme portugais.

La troisième dimension de l’homme est celle d’un panafricaniste et tiers-mondiste engagé que l’ont amené très souvent à côtoyer les causes anticoloniales en Afrique et les thèses tiers-mondistes qui vont du mouvement des non-alignés, nés lors de la conférence de Bandoeng en 1955 à l’internationalisme prôné par les mouvements de l’Amérique Latine

Proclamation de l’indépendance

Dans son discours, le docteur António Agostinho Neto a exprimé l’adhésion de la République d’Angola à l’idéal africain, déclarant : « La République populaire d’Angola, État africain libre et indépendant, exprime son adhésion aux principes de la Charte de l’unité africaine et de la Charte des Nations Unies. » Le docteur Agostinho Neto a également exposé les grandes lignes de la politique étrangère d’opération internationale, déclarant : « La politique étrangère de la République populaire d’Angola, fondée sur les principes d’indépendance totale, sera une politique de non-alignement. La République populaire d’Angola saura respecter les engagements internationaux qu’elle assume, ainsi que les routes internationales qui empruntent son territoire. » Il a souligné : « La République populaire d’Angola sera ouverte au monde entier dans ses relations économiques. Elle acceptera la coopération internationale avec l’hypothèse incontestable que la soi-disant « aide étrangère » ne devrait pas être conditionnelle ou conditionnelle. Nos relations internationales seront toujours définies par le principe de réciprocité des avantages.

Solidarité avec les autres peuples opprimés en Afrique et dans le monde

La République populaire d’Angola, consciente de son importance et des responsabilités qui lui incombent dans le contexte de l’Afrique australe et du monde, réitère sa solidarité avec tous les peuples opprimés du monde, en particulier les peuples du Zimbabwe et de la Namibie contre la domination raciste. Le peuple angolais exprime sa solidarité militante avec le peuple sud-africain dans sa lutte contre le régime raciste qui l’opprime. Il réaffirme sa solidarité combattive et militante avec les peuples du Mozambique, de la Guinée-Bissau et du Cap-Vert, de São Tomé et Príncipe.





PORTAIT DE JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS



Signature des accords de paix à Lusaka

Avec la fin de la guerre froide, José Eduardo dos Santos parvient à une solution négociée avec l'UNITA, acceptant la transition de l'Angola vers un régime démocratique qui, basé sur une constitution adaptée en 1992, permet le pluralisme politique et une économie de marché. La guerre civile angolaise a pris fin en 2002, avec la mort de Jonas Savimbi le 22 février et la signature des accords de paix le 4 avril de la même année, dans lesquels l'UNITA a renoncé à la lutte armée, acceptant la démobilisation de son personnel militaire et son intégration dans les forces armées angolaises, mettant ainsi fin aux 27 années de guerre civile.

Le 4 avril 2002

Signature à Luanda d'un accord sur la paix en Angola

À Luanda, capitale de l'Angola, les Forces gouvernementales angolaises (anciennement le Mouvement populaire de libération de l'Angola) et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) signent un accord mettant fin à plus de 27 ans de guerre civile. Le 4 avril, le président dos Santos et le secrétaire général de l'UNITA, Paulo Lukamba signent un accord de paix. C'est un Mémoire d'entente qui prévoit l'application des accords de Luanda, notamment l'intégration des forces de l'UNITA au sein des forces gouvernementales et la formation d'un gouvernement de Réconciliation Nationale.

JOSÉ EDUARDO DOS SANTOS

Deuxième Président de la République d'Angola

José Eduardo dos Santos, né le 28 août 1942 à Sambizanga, Luanda et décédé le 8 juillet 2022 à Barcelone, est un homme d'État angolais, fut le deuxième président de la République d'Angola de 1979 à 2017 et président du Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) de 1979 à 2018.

José Eduardo dos Santos a commencé son activité politique en rejoignant des groupes clandestins formés dans les quartiers suburbains de la capitale à la fin des années 1950, et a rejoint le MPLA lors de sa formation en 1958. En 1962, il a rejoint l'Armée populaire de libération de l'Angola (EPLA), la branche armée du MPLA, et en 1963, il a été le premier représentant du MPLA à Brazzaville, la capitale de la République du Congo.

Avec la proclamation de l'indépendance de l'Angola le 11 novembre 1975, il est nommé ministre des Affaires étrangères. Au sein du parti, de 1977 à 1979, il a été secrétaire du Comité central du MPLA. Après la mort d'Agostinho Neto, premier président de l'Angola, José Eduardo dos Santos fut élu président du MPLA le 20 septembre 1979 et investi, le lendemain, dans les postes de président du MPLA - Parti des travailleurs, président de la République populaire d'Angola et commandant en chef des FAPLA (Forces armées populaires pour la libération de l'Angola).

De 1986 à 1992, José Eduardo dos Santos a joué un rôle important dans la résolution de la crise transfrontalière entre l'Angola et l'Afrique du Sud, qui a abouti au rapatriement du contingent cubain, à l'indépendance de la Namibie et au retrait des troupes sud-africaines d'Angola.



ANGOLA



LE MESSAGE DE L'AMBASSADEUR



**SON EXCELLENCE MR. MIGUEL DA COSTA,
AMBASSADEUR EXTRAORDINAIRE ET PLÉNIPOTENTIAIRE**

Un pays jeune, stable, dynamique et ouvert sur le monde

L'Angola célèbre le cinquantième anniversaire de son indépendance. Le 11 novembre 1975, jour de la proclamation de la souveraineté nationale, est une date historique majeure qui a déterminé le destin du peuple angolais et celui des peuples de l'Afrique centrale et australe. Cet anniversaire permet aux Angolais de dresser un bilan rétrospectif et évaluatif de l'histoire de leur jeune nation. L'occasion de procéder à une analyse prospective de ses atouts et de son rôle en Afrique et dans le reste du monde.

L'indépendance a été tardive par rapport à la moyenne africaine et son impact dépasse le cadre de la frontière nationale. Elle a eu un impact géopolitique sur toute la région de l'Afrique centrale et australe, notamment en Namibie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. C'est au Dr António Agostinho Neto à qui est revenu l'honneur historique de prononcer le discours d'indépendance, devenant de ce fait le premier président de la République de l'Angola.

La proclamation de l'indépendance a été suivie immédiatement par une guerre civile longue de vingt-sept années, la plus violente du continent africain, avec un bilan extrêmement lourd, aussi bien du point de vue humain qu'économique et matériel. La guerre civile a pris fin en 2002 après la signature des accords de paix entre les parties belligérantes. En 2025, cinquante années après l'indépendance et vingt et trois ans après la signature de ces accords, l'Angola a conquis et consolidé une situation de paix et de stabilité politique sur toute l'étendue du territoire national. L'indépendance et la conquête de la paix en 2002 a permis à l'Angola d'offrir au monde une image géopolitique et économique complètement différente. Le cercle vicieux de guerres, violences et destructions a été remplacé par un cercle vertueux de paix, de réconciliation politique nationale, de reconstruction, de développement économique et social.

L'Angola a fait des progrès considérables vers la consolidation des institutions démocratiques et une évolution progressive vers un État de droit. L'Angola est entré dans le concert des nations en confirmant le choix d'un régime démocratique pluraliste et d'une économie de marché ouverte sur le reste du monde.

À ce bilan politique s'ajoute un bilan économique. L'Angola a engagé depuis la fin de la guerre civile une politique reposant sur deux piliers : la reconstruction nationale et le développement durable. L'Angola, en termes de PIB, est la troisième économie des pays d'Afrique au sud du Sahara. Au premier semestre 2024, la croissance économique a enregistré une nette progression, stimulée par une augmentation de la production pétrolière ainsi que par la bonne performance des industries minière et gazière. Cette progression devrait se poursuivre au second semestre, ainsi qu'en 2025, avec la multiplication des investissements dans les infrastructures pétrolières et gazières.

L'Angola, porté par une série de réformes et une diversification audacieuse, émerge aujourd'hui comme l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique. Malgré les difficultés conjoncturelles, le pays est en train de vivre une transformation économique remarquable. Le secteur pétrolier, longtemps pilier de l'économie angolaise, a connu des bouleversements, ces dernières années. La baisse des prix du pétrole sur le marché mondial a incité le gouvernement angolais à diversifier son économie et à investir dans d'autres secteurs prometteurs tels que l'agriculture, les mines, le tourisme et les infrastructures.



INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

**Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor**

LA PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE

LE 11 NOVEMBRE 1975

Le 11 novembre 1975, au nom du peuple angolais, le docteur Antonio Agostinho Neto a proclamé solennellement l'indépendance de l'Angola devant l'Afrique et le monde. Ainsi est née la jeune République Populaire d'Angola, expression de la lutte armée de libération de divers mouvements de libération et fruit du grand sacrifice des combattants de la libération nationale.

Dans son discours de proclamation de l'indépendance, le docteur Antonio Agostinho Neto a rendu hommage aux personnes qui ont aidé l'Angola à obtenir son indépendance, déclarant : « Ayant obtenu l'indépendance nationale, le peuple angolais est profondément ému de remercier tous les peuples et pays amis pour l'aide apportée à notre lutte héroïque pour la libération nationale. Notre gratitude va à tous les peuples et pays africains qui se sont tenus à nos côtés, aux pays socialistes, aux forces révolutionnaires portugaises, aux organisations et gouvernements progressistes des pays occidentaux qui ont su comprendre et soutenir la lutte du peuple angolais. La République populaire souveraine d'Angola maintiendra des relations diplomatiques avec tous les pays du monde, fondées sur les principes de respect mutuel, de souveraineté nationale, de non-ingérence, de respect de l'intégrité territoriale, de non-agression, d'égalité et de réciprocité des avantages, et de coexistence pacifique. »

État laïc et de justice sociale

Le discours du Docteur Agostinho Neto a également exposé la conception d'un État laïc en matière d'égalité des sexes, déclarant : « La République populaire d'Angola se déclare un État laïc avec une séparation complète de l'Église et de l'État, respectant toutes les religions et protégeant les églises, les lieux et objets de culte et les institutions légalement reconnues. La principale préoccupation du nouvel État sera également l'abolition de toute discrimination fondée sur le sexe, l'âge, l'origine ethnique ou raciale et la religion, et l'établissement rigoureux du principe juste : « à travail égal, salaire égal ». La République populaire d'Angola encouragera le processus d'émancipation des femmes angolaises, un droit obtenu grâce à leur participation à la lutte de libération nationale et à la production d'une résistance généralisée de notre peuple.

Les grandes lignes de la politique de développement

Le discours du docteur Agostinho Neto a exposé les grandes lignes de la politique de développement de l'Angola, déclarant : « Nous avons un long chemin à parcourir. Nous devons faire fonctionner à plein régime les rouages économiques et administratifs, combattre le parasitisme sous toutes ses formes, mettre progressivement fin aux distorsions entre les secteurs de l'économie et entre les régions du pays, et construire un État de justice sociale. L'économie sera planifiée pour servir l'homme angolais et jamais l'impérialisme dévorant. Elle sera orientée en permanence vers une économie aut centrée, c'est-à-dire véritablement angolaise. La lutte pour l'indépendance économique sera, par conséquent, une constante de notre stratégie. »

Ainsi cohérent avec les lignes tracées : La République populaire d'Angola s'engagera de plus en plus dans des projets d'industrialisation impliquant nos propres matières premières et même des projets d'industrie lourde. Cependant, compte tenu du fait que l'Angola est un pays où la majorité de la population est paysanne, le MPLA décide de considérer l'agriculture comme la base et l'industrie comme le facteur décisif de notre progrès. L'État angolais aura ainsi la capacité de résoudre le grave problème foncier avec justice et favorisera la création de coopératives et d'entreprises publiques dans l'intérêt des masses paysannes. Les activités privées, même étrangères, pourvu qu'elles soient utiles à l'économie de la Nation et aux intérêts du Peuple, seront protégées et encouragées en leur nom, comme l'établit le Grand Programme de notre Mouvement.

Hommage aux héros nationaux et à la naissance d'une nation

La République Populaire d'Angola considère comme un devoir patriotique inaliénable et un honneur d'accorder une assistance privilégiée et une protection spéciale aux orphelins de guerre, ceux qui ont été handicapés et mutilés par la guerre en raison des sacrifices consentis dans la lutte pour la libération nationale. Elle s'efforcera également d'assurer la réinsertion complète dans la société de toutes les victimes de la guerre de libération nationale. La République Populaire d'Angola réaffirmera sa volonté inébranlable de mener une lutte vigoureuse contre l'analphabétisme dans tout le pays, en promouvant et en diffusant une éducation gratuite, enracinée dans la culture du peuple angolais. L'État fera tout son possible pour établir des soins médicaux et sanitaires efficaces à l'échelle nationale, destinés en priorité aux masses paysannes qui ont été privées de ce droit par le colonialisme.

Au moment où le peuple angolais se couvre de gloire pour la victoire du sacrifice de ses meilleurs fils, nous saluons en République Populaire d'Angola notre premier État, la libération de notre chère Patrie. De Cabinda à Cunene, unis par le sentiment commun de la patrie, cimenté par le sang versé pour la liberté, nous honorons les héros tombés au cours de la longue résistance de cinq siècles et nous serons dignes de leur exemple. Nous respectons les caractéristiques de chaque région, de chaque centre de population de notre Pays, car nous offrons tous de manière égale à la Patrie le sacrifice qu'elle exige pour survivre. Le drapeau qui flotte aujourd'hui est le symbole de la liberté, le fruit du sang, de la passion et des larmes, et de l'amour désintéressé du peuple angolais.



ANGOLA





LES ACQUIS POLITIQUES DE L'INDÉPENDANCE DE L'ANGOLA



Les principaux acquis politiques de l'indépendance de l'Angola sont: la paix et la stabilité politique, la réconciliation nationale par l'unification de l'armée, la normalisation de la vie politique par un régime multipartite, la renaissance économique par l'adoption d'une économie de marché et une période de reconstruction intensive après guerre.

La stabilité politique

La proclamation de l'indépendance de l'Angola a été immédiatement suivie par une longue guerre violente et dévastatrice. Après 27 ans de guerre civile, l'Angola a retrouvé la paix avec l'accord de cessez-le-feu de Luanda du 4 avril 2002. Aujourd'hui l'Angola est un pays politiquement stable et apaisé. Depuis la fin de la guerre en 2002 l'Angola est engagé dans un processus dynamique de réconciliation nationale, pour parachever l'unité nationale, reconstruire le pays et promouvoir le développement durable. Le gouvernement est conscient que la tâche est ardue et beaucoup reste à faire mais les résultats au cours de 50 dernières années sont encourageants. Les élections générales depuis 2008 confirment le choix du pays d'approfondir et de renforcer la légitimité démocratique des institutions de l'Etat et de construire progressivement un état de droit, moderne, qui remplit ses fonctions régaliennes et qui répond pleinement aux aspirations légitimes des angolais.

La réconciliation nationale

La réussite de la période de transition. En effet, après la signature des accords de paix, un Gouvernement d'unité et de réconciliation nationale (GURN) rassemblant les principales parties du conflit a été formé. Ce gouvernement et le mécanisme bilatéral de concertation entre le gouvernement et l'UNITA ont permis aux deux parties de travailler ensemble jusqu'en 2008. La période de transition a alors pris fin, avec les premières élections post-conflit. La période de transition et ses mécanismes sont toujours déterminants dans la réussite d'un processus de paix ;

La réunification des Forces armées angolaises. Auparavant il y avait les Forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA) du gouvernement et les Forces armées de libération de l'Angola (FALA) de l'UNITA. Le processus de paix a permis de former les Forces armées angolaises (FAA), un volet important des accords qui a contribué à mettre définitivement fin à l'instabilité militaire ;

La normalisation de la vie politique

La normalisation de la vie politique par la reprise des échéances électorales. Depuis la fin de la guerre, le pays a déjà réalisé plusieurs élections générales et s'est doté depuis 2010 d'une nouvelle constitution. Cela donne toute une légitimité et une dynamique aux institutions du pays et confirme le choix politique de consolider l'ancrage irréversible dans un régime démocratique pour mettre progressivement en place un Etat de droit.





LE 04 AVRIL 2002 SYMBOLE DE RÉCONCILIATION ET DU DÉBUT DE RECONSTRUCTION DU PAYS

Le long chemin de la réconciliation et la reconstruction nationale

Tous les ans, le 04 avril, l'Angola commémore la journée de paix et de réconciliation nationale. Un protocole d'accord de paix a été signé en avril 2002 par les Forces armées angolaises et les Forces de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola en vue de l'instauration d'une paix définitive mettant ainsi fin à 27 ans de guerre qui a tué plus d'un demi-million de personnes. En Angola, cette date est restée dans les annales et commémorée dans tous le pays et à l'étranger pour saluer les bénéfices de cet accord.

Cet accord qui est à mettre à l'actif du président José Eduardo dos Santos qu'au lieu de pousser l'avantage militaire des forces gouvernementales qui venaient d'éliminer le leader de l'UNITA, le Dr. Jonas Malheiro Savimbi a chosé la stratégie de la contention en signant avec le Secrétaire Général de l'UNITA de l'époque, le Général Paulo Lukamba Gato, un Mémoire de paix visant à exécuter l'application des accords de Lusaka

Après l'indépendance nationale du 11 novembre 1975, la paix est certainement la plus grande réussite du peuple angolais. Après de longues années de destruction de vies et d'infrastructures économiques et sociales et le détournement de milliers de jeunes de la promotion de la construction et du développement de l'Angola, aujourd'hui les Angolais apprécient plus que quiconque les bénéfices de la paix et de la stabilité politique et sociale. La signature de l'accord de paix du 4 avril 2002 avait été précédée de plusieurs négociations, dont l'accord de Bicesse, signée au Portugal le 31 mai 1991, et le protocole de Lusaka, signée le 20 novembre 1994.

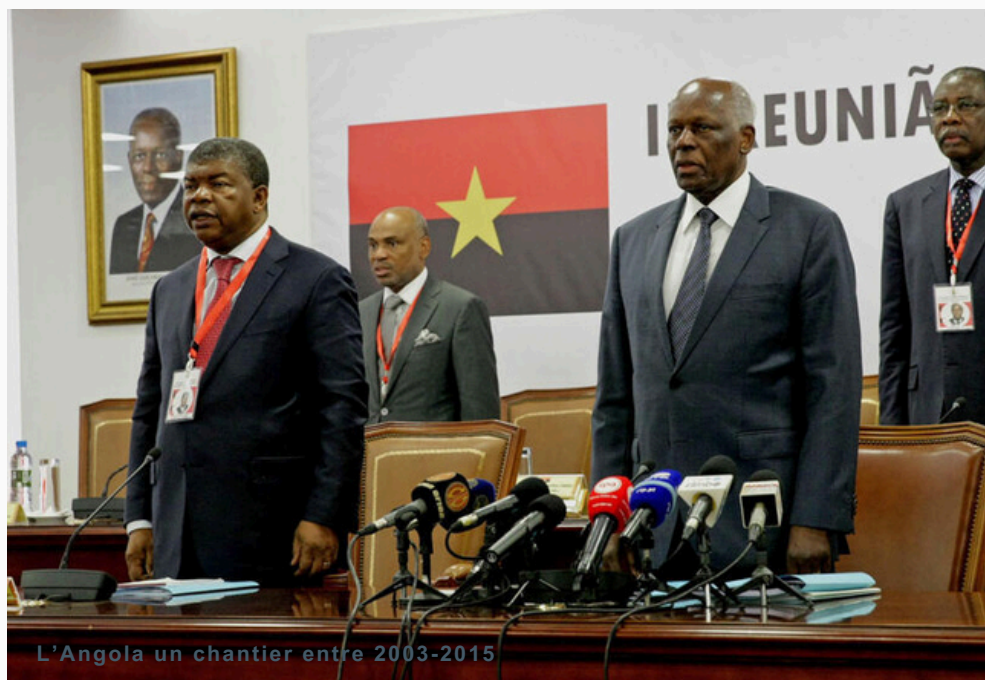
La guerre civile qui avait éclaté au lendemain de l'indépendance, en 1975, a fait un demi-million de victimes et provoqué le déplacement de quatre millions de personnes. L'accord prévoit le désarmement de l'UNITA sur environ neuf mois, l'intégration d'une partie de ses combattants au sein des FAA ainsi que la transformation de la guérilla en parti politique. La veille, le président José Eduardo Dos Santos avait annoncé la tenue prochaine d' élections libres, justes et transparentes.

Mettant à profit l'avènement de la paix, le président José Eduardo Dos Santos va mettre en place une politique progressive de réconciliation et de reconstruction qui a donné lieu à l'élaboration des stratégies de politiques publiques qui ont permis dans un premier temps la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des infrastructures détruites au fil des décennies suite au long conflit armé qui a sévit dans le pays pendant plus de 27 ans. Cette stratégie a placé aujourd'hui le pays sur la voie « incontournable » du développement socio-économique. Au cours de cette période de paix et de réconciliation nationale, le pays a enregistré un changement substantiel sur l'échiquier politique, économique et social passant du cercle vicieux des guerres et violences au cercle vertueux de la paix.





UNIR ET RECONSTRUIRE **APRÈS LA GUERRE**



Aujourd'hui, Vingt trois années plus tard, alors que nous célébrons le cinquantième anniversaire de l'indépendance des changements quantitatifs et qualitatifs significatifs sont enregistré dans tout le pays. Toutes les villes, les capitales provinciales, autrefois détruites, présentent aujourd'hui un aspect totalement différent. Toutes les infrastructures entre autres, les chemins de fer, les ports, les autoroutes, les aéroports ont été reconstruits et ou réhabilités et sont remis en fonctionnement. La construction d'infrastructures réhabilitées et construites, avec un accent sur des voies de communication est un facteur qui a uni le pays, permettant ainsi la circulation des personnes et des biens et le retour du pays dans le concert des nations.

Grâce à la paix, l'Angola a connu une période de croissance économique extraordinaire et est aujourd'hui en termes de PIB c'est le 3e pays au Sud du Sahara derrière l'Afrique du Sud et le Nigéria et le cinquième par rapport au reste de l'Afrique. Tous les indicateurs fondamentaux de l'économie notamment la croissance, l'inflation, l'investissement, la consommation, le commerce extérieur, les réserves en devises, la dette publique interne et externe sont aujourd'hui solides et stables malgré une conjoncture internationale difficile.

Le gouvernement sous l'égide du président João Lourenço, a décidé d'aller plus loin grâce au Plan National de Développement et aux mesures de diversification économique, pour lancer les bases d'un processus de développement durable qui vise à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions de vie de nos citoyens.

Il est judicieux de prendre en compte également les efforts de normalisation de la vie politique lancée par le le président José Eduardo Dos Santos poursuivi par le président João Lourenço matérialisée par la réalisation des élections générales en 2008, 2012, 2017 et 2022 qui permettent de consolider le processus démocratique du pays et lancer les bases d'un Etat de droit.

Normalisation de la vie politique

La normalisation politique a permis l'approfondissement de la démocratie, la reprise du calendrier politique et d'une diplomatie bilatérale, régionale et multilatérale qui place le pays au centre des enjeux géopolitiques nationaux et continentaux. Grâce à cette étape, l'Angola reste un pays stable, uni et réconcilié, même si nous sommes conscients qu'il reste encore beaucoup à faire, car la réconciliation nationale et le développement socio-économique sont des processus qui nécessitent du temps, de multiples efforts de toutes les forces vives de la Nation, quels que soient leurs croyances, leur couche sociale et leur couleur politique.

La réconciliation et la reconstruction de l'Angola est un exemple en Afrique. La célébration de la journée de paix, vise à développer des actions qui renforcent les idéaux de paix, de fraternité, de solidarité, de justice sociale, d'unité et de réconciliation, encouragent et promeuvent l'esprit de tolérance, de respect mutuel des Angolais, exaltant les valeurs comme l'amour du pays et le respect de ses symboles qui sont les facteurs d'unité et de concorde.





BRÈVE PRÉSENTATION DE L'ANGOLA

L'Angola un pays au potentiel exceptionnel

L'Angola complète 50 années d'indépendance en 2025. Cette indépendance acquise et proclamée le 11 novembre 1975 dépasse le cadre de la frontière nationale. Elle a eu un impact géopolitique sur toute la région de l'Afrique centrale et australe, notamment en Namibie, en Afrique du Sud et au Zimbabwe. L'Angola s'est retrouvé au centre de la confrontation est-ouest dans le cadre de la guerre froide. Le pays a été soumis à la pesanteur des enjeux géopolitiques internationaux de l'époque qui s'est traduite par une imbrication dans un conflit régional façonnant son histoire récente, sa géopolitique et son rapport à l'Afrique et au monde. En 2025, 50 ans après l'indépendance, vingt trois années après la signature des accords de paix, la configuration du pays a complètement et profondément changé. L'Angola est un pays réconcilié qui a réussi à conquérir la paix, à développer sa stabilité politique, à lancer un vaste programme de reconstruction, à réhabiliter les fondamentaux de son économie, à relancer le processus politique et qui joue un rôle géopolitique régional et continental de plus en plus grand. Cette alchimie a été rendue possible par la volonté du peuple angolais de mettre en place un cercle vertueux pour reprendre sa place dans le concert des nations.

Contexte politique

L'Angola est une république à régime présidentiel multipartite. Les élections générales ont lieu tous les cinq ans depuis la fin de la guerre civile en 2002. Le Mouvement populaire pour la libération de l'Angola (MPLA) est au pouvoir depuis que le pays a obtenu son indépendance du Portugal en 1975. Le président João Lourenço, élu une première fois en 2017 à la présidence, a été reconduit pour un second mandat lors des dernières élections d'août 2022, à la faveur de la victoire de son parti, le Movimento Popular de Libertação de Angola (MPLA). Le MPLA a remporté 124 sièges sur 220 au parlement et l'UNITA Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA), principale force d'opposition a obtenu 90 sièges au parlement.

Un vaste pays moyennement peuplé

L'Angola est un vaste pays doté d'un long littoral et d'un plateau central, l'Angola s'étend à travers l'Afrique australe jusqu'à ses frontières avec la Namibie, le Botswana, la Zambie et la République démocratique du Congo. Ses principales villes, dont sa capitale, Luanda, s'ouvrent à l'ouest, par-delà l'Atlantique Sud, sur le Brésil. L'Angola est le quatrième plus grand pays du continent avec une superficie de 1 246 700 km², comparable mais plus importante que celle de l'Afrique du Sud, soit 1 277 km du nord au sud et 1 236 km d'est en ouest. Sa population dépasse les 36,75 millions d'habitants (Banque mondiale 2023). Un recensement général de la population est actuellement en cours afin de recueillir des informations actualisées sur la taille de la population.

Potentiel économique et intégration régionale

En terme de PIB, l'Angola est la troisième économie des pays d'Afrique au sud du Sahara. Le pays dispose d'un potentiel économique considérable. Riche en ressources naturelles, il dispose de vastes terres arables non cultivées et bénéficie de conditions climatiques favorables presque toute l'année, propices à la quasi-totalité des cultures. L'Angola dispose également d'un potentiel de dividende démographique, car environ la moitié de sa population est jeune. De plus, il bénéficie d'une situation géopolitique stratégique qui peut faciliter la promotion de l'intégration régionale.

Il y a une dynamique du marché intérieure qui est sous-exploité, mais le marché angolais s'inscrit dans une perspective économique de marché « tremplin » pour investir dans la zone SADC en Afrique australe, la zone CEEAC en Afrique centrale et dans les pays lusophones d'Afrique (Palop) en pleine croissance, notamment le Mozambique et le Cap-Vert. La politique de diversification économique voulue par le gouvernement vise à mettre en valeur ce potentiel en vue d'améliorer les ratios de la structure économique du pays, substituer certaines importations et accroître les exportations pour dégager des excédents et promouvoir l'emploi.

Une mosaïque des peuples et des cultures

La richesse de l'Angola est avant tout humaine. C'est un pays pluriethnique se caractérise par sa richesse ethnique et linguistique. Cette dotation est véritable don et est à l'origine d'une société dynamique qui puise dans sa diversité et ses traditions les racines de son évolution culturelle actuelle. La carte ethnolinguistique aujourd'hui est mal connue elle a beaucoup évolué avec le brassage ethnique provoqué par les déplacements de population pendant la guerre civile, mais aussi par l'exode rural. Cette diversité impacte le développement et l'épanouissement culturel du pays depuis la fin de la guerre. La diversification des contenus culturels est perceptible, qu'il s'agisse de littérature, de musique, de danse, du théâtre, du cinéma, des nombreuses manifestations culturelles, des festivals et du carnaval, des arts plastiques mais aussi des folklores et coutumes ancestrales encore vivantes dans plusieurs régions du pays.



COOPÉRATION INTERNATIONALE ET POLITIQUE AFRICAINE

Une diplomatie au service de la paix et le développement

L'Angola prône le respect de la souveraineté des pays, la non-ingérence dans leurs affaires internes, la coopération politique et économique avec des avantages réciproques ainsi que la résolution des conflits par des voies diplomatiques négociées.

La situation géographique de l'Angola, entre l'Afrique centrale et australe, lui confère un rôle géopolitique régional et sous-régional influent. La guerre qui a duré près de vingt-sept ans et les conflits dans le sud-ouest africain ont placé l'Angola au centre d'un conflit régional entre les deux puissances mondiales, entraînant le pays dans des enjeux de politique régionale et internationale.

Depuis son indépendance en 1975, l'Angola a joué un rôle remarquable pour l'indépendance de la Namibie, la fin de la politique d'apartheid en Afrique du Sud, la stabilisation de la République du Congo et de la République démocratique du Congo. Il s'agit donc d'un rôle à dimension politique, diplomatique et militaire et, depuis l'avènement de la paix, ce rôle englobe la sphère économique et commerciale et gagne une vocation de plus en plus continentale, voire internationale.

L'Angola joue un rôle croissant reconnu au sein des instances régionales et internationales, notamment sur le continent africain. L'Angola est membre de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC), de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et de la Conférence internationale pour la paix et la sécurité dans la Région des Grands Lacs, qu'il a présidée de janvier 2014 à octobre 2017. Il préside l'organe de paix et de sécurité de la SADC depuis août 2017.

L'Angola accueille le siège de la Commission du Golfe de Guinée (CGG) et contribue aux efforts de lutte contre l'insécurité maritime. Outre sa coopération étroite avec le Portugal et le Brésil, l'Angola joue également un rôle important au sein de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

La Chine et les États-Unis sont des partenaires économiques majeurs pour l'Angola, qui entretient également des relations anciennes et privilégiées avec la Russie (coopération dans les secteurs du pétrole, des diamants, de la sécurité et de la défense).

L'Angola travaille en étroite collaboration avec ses partenaires de développement, notamment la CNUCED et l'Union européenne, dans le cadre du programme "Train for Trade II", afin de renforcer la capacité du pays à produire et à exporter, en vue de réaliser une transformation structurelle.

L'Angola œuvre également en étroite collaboration avec l'Union européenne à la valorisation de la chaîne de valeur de la pêche, afin de garantir une économie bleue durable et de promouvoir une économie circulaire avec des améliorations dans la gestion des déchets à Luanda. En outre, le pays collabore avec l'UE pour doter la société civile d'un secteur de formation de pointe.

Avec ses partenaires de développement, l'Angola investit dans la mise en service du corridor ferroviaire de Lobito, qui peut contribuer à stimuler le commerce, l'industrie et d'autres secteurs en Angola et dans les pays voisins.

Son Excellence, l'Ambassadeur Tête António est un homme politique angolais il est en charge du Ministère des Relations extérieures depuis 2020.

Il est devenu président du Conseil de la Communauté de développement de l'Afrique australe en août 2023.

Il dirige les actions de la diplomatie angolaise sous l'autorité du Président de la République et il a établi des priorités en matière de diplomatie bilatérale, d'intégration régionale et de diplomatie économique





INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

Preservar e valorizar as conquistas alcançadas, construindo um futuro melhor

LE RÔLE DE LA DIPLOMATIE ANGOLAISE DANS LA CONQUÊTE ET LA PRÉSERVATION DE L'INDÉPENDANCE NATIONALE

Dans le cadre des journées marquant les commémorations du cinquantième anniversaire de l'indépendance nationale, Son Excellence l'Ambassadeur Tété António, Ministre des Relations Extérieures, a déclaré lundi 6 octobre 2025 à Luanda que la diplomatie angolaise est aujourd'hui synonyme de paix, de dialogue et de réconciliation, soulignant le rôle de médiateur et de facilitateur des processus de réconciliation dans diverses régions d'Afrique. S'exprimant à l'ouverture de la « Conférence sur le rôle de la diplomatie angolaise dans la conquête et la préservation de l'indépendance nationale », Son Excellence le Ministre Tété António a souligné que l'Angola, fort de son expérience amère des conflits, est devenu un exemple de résilience et un promoteur de la paix sur le continent.

Un demi-siècle après la proclamation de l'indépendance, le Ministre des Affaires étrangères a souligné le rôle de la diplomatie angolaise dans les tranchées de la lutte de libération nationale, dénonçant le colonialisme et affirmant le droit inaliénable à l'autodétermination dans tous les cercles diplomatiques bilatéraux et multilatéraux, en particulier au sein des organisations internationales. Selon l'ambassadeur Tété António, la diplomatie angolaise a, en cinquante ans, ouvert la voie, normalisé ses relations avec ses voisins, combattu l'isolement imposé par les circonstances et s'est affirmée comme un acteur régional et mondial avec fermeté et vision.

Le ministre des Affaires étrangères a souligné le rôle décisif de l'Angola dans la libération de la Namibie et la fin de l'apartheid en Afrique du Sud, soulignant la victoire de la bataille de Cuito Cuanavale comme un facteur déterminant dans la libération de Nelson Mandela et l'avènement de la démocratie en Afrique du Sud en 1994. Le ministre Tété António a également souligné la reconnaissance internationale accordée à Son Excellence João Manuel Gonçalves Lourenço, président de la République d'Angola, en tant que « Champion de l'Union africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique » et, cette année, en tant que président par intérim de l'Union africaine. Selon le ministre, cette distinction démontre qu'une diplomatie présidentielle active est le principal moteur d'une politique étrangère efficace.





INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor

PRIORITÉ DE LA DIPLOMATIE ECONOMIQUE



Concernant la diplomatie économique, le ministre Tété António a indiqué que le pays se concentre sur la mobilisation des ressources, l'attraction d'investissements productifs et l'intégration compétitive aux marchés régionaux et mondiaux. Ces mesures sont le fruit d'une étroite coordination avec les secteurs nationaux impliqués dans la mise en œuvre des engagements pris envers les partenaires extérieurs, de l'élaboration des instruments juridiques à leur mise en œuvre. Le ministre Tété António a également déclaré que le travail mené par l'institution qu'il dirige a bénéficié de l'acuité de la diplomatie parlementaire, véritable porte-parole du peuple angolais sur la scène internationale.

Le chef de la diplomatie angolaise a également souligné l'importance de la diplomatie consulaire et communautaire pour la protection des communautés à l'étranger, notamment en Europe, en Asie, aux États-Unis et sur tout le continent africain. « Nous œuvrons pour la dignité des citoyens angolais, pour la régularisation de leurs droits et pour le renforcement des liens avec la patrie. » Dans son discours, le ministre Tété António a également souligné le rôle des hommes et des femmes qui ont contribué avec « dévouement et altruisme » à l'écriture de l'histoire de la diplomatie angolaise. Devant l'assistance, il a rendu hommage à tous les anciens Ministres, Vice-Ministres, Secrétaires d'Etat, Ambassadeurs, Ministres-Conseillers, Agents Administratifs et de base qui, durant ces 50 années, ont construit, avec sacrifice et patriotisme, cette noble maison.

ANGOLA

CIFRA



Le président de l'Angola João Lourenço, élu à la présidence de l'Union Africaine pour 2025

Le président de l'Angola, João Lourenço, a assumé samedi 15, à Addis-Abeba, la présidence tournante de l'Union africaine (UA). C'est la première fois que l'Angola assume la présidence de l'Organisation des États africains, l'année même où le pays célèbre ses 50 ans d'indépendance.

Le Chef de l'Etat a promis de travailler au service de la paix et de la sécurité sur le continent. Le président João Lourenço a reçu des mains de son prédécesseur, le chef de l'État mauritanien, Mohamed Ould Cheik El Ghazouani, le marteau qui symbolise l'exercice du pouvoir continental, à Addis-Abeba.

Dans son discours le président de l'Union Africaine Lourenço a également abordé le thème des réparations et de l'importance des investissements étrangers sur le continent. Le Chef de l'Etat angolais a souligné les "immenses problèmes liés à la paix et à la sécurité" en Afrique "constituent un facteur de blocage" au développement du continent. Face à un scénario de plusieurs conflits régionaux, avec le Soudan et la République démocratique du Congo en tête des préoccupations, Lourenço assure travailler à trouver des solutions pour la paix.

Le président a mis l'accent sur son objectif central qui demeure celui de mettre en œuvre des politiques économiques et sociales qui ouvrent les portes au progrès de l'Afrique. Comme il l'avait déjà indiqué, l'objectif de João Lourenço est de créer "un vaste plan pour attirer les investissements et capter d'importantes ressources financières" de l'extérieur du continent et accroître les investissements dans les infrastructures, un travail qu'il compte réaliser en collaboration avec la commission de l'UA. L'investissement étranger est selon lui crucial pour garantir que les intentions de l'UA se réalisent, à savoir vaincre la pauvreté, la faim et le chômage, « réduisant ainsi la probabilité de conflits armés et d'émigrants illégaux à ses frontières ».



**INDEPENDÊNCIA
NACIONAL DE ANGOLA**
1975-2025

Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor



L'ANGOLA DEPLOIE DES EFFORTS DIPLOMATIQUES POUR L'AFFIRMATION DE L'AFRIQUE

La 38ème CONFÉRENCE ordinaire des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine, tenue à Addis-Abeba, en Éthiopie, a été marquée par d'intenses réunions et auditions menées par le Président de la République d'Angola, João Lourenço, qui a assumé la présidence tournante de l'organisation continentale.

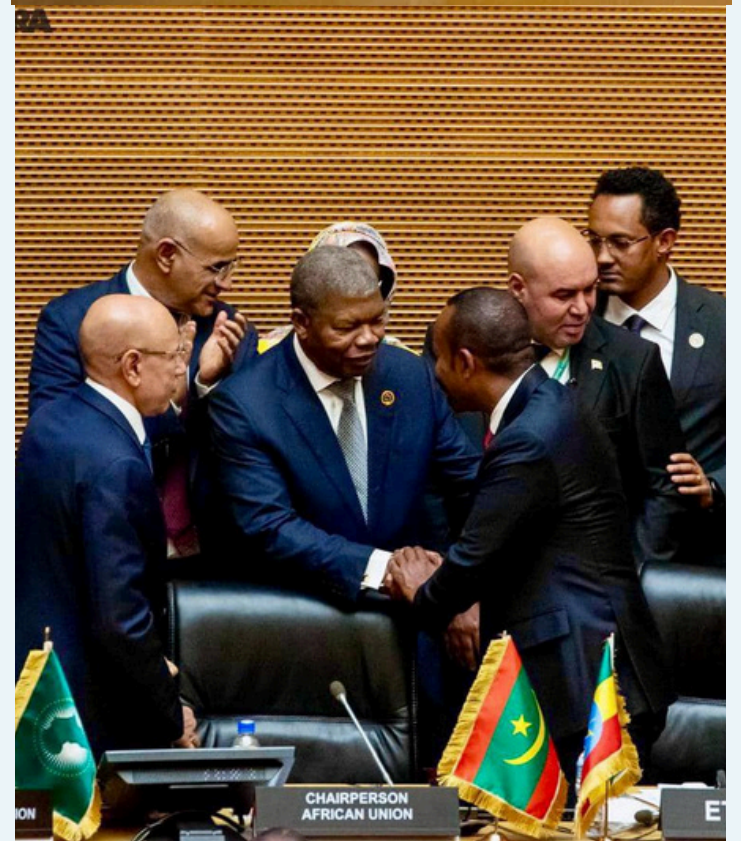
Dans les jours qui ont précédé la conférence, le président João Lourenço a tenu plusieurs réunions avec des dirigeants africains et de hauts représentants d'organisations internationales pour discuter des priorités de son agenda à la tête de l'Union africaine (UA). Parmi les sujets abordés figuraient la paix et la sécurité sur le continent, le renforcement de l'intégration économique et le renforcement des institutions démocratiques africaines.

Au cours des trois jours du Sommet, le nouveau leader de l'Union africaine a reçu en audience plusieurs chefs d'État, premiers ministres et représentants d'organismes régionaux, renforçant ainsi l'engagement de l'Angola envers le multilatéralisme africain. Les réunions ont porté sur la mise en œuvre de stratégies de résolution des conflits, de lutte contre le terrorisme et de développement durable sur le continent.

Avec un agenda dynamique et une forte présence diplomatique, le président João Lourenço entame son mandat à la tête de l'Union africaine, consolidant la position de l'Angola en tant qu'acteur important dans la géopolitique africaine et renforçant les piliers d'une plus grande unité et d'un plus grand développement sur le continent.

En sa qualité de président en exercice de l'Union africaine, le président angolais João Lourenço a annoncé officiellement le soutien de l'Angola – et, par son intermédiaire, celui de l'Union africaine – à la candidature du professeur Khaled El-Enany à la direction générale de l'UNESCO. Cette déclaration forte a été faite lors de sa rencontre avec le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, dans le cadre de sa visite d'État en Égypte du 28 au 30 avril 2025.

Au cours de cet entretien de haut niveau, les deux chefs d'État ont réaffirmé la nécessité de consolider l'unité africaine autour de candidatures communes dans les institutions internationales, en particulier à un moment où la voix du continent doit être davantage représentée dans les enceintes de gouvernance mondiale. Le président Lourenço a ainsi confirmé le soutien plein et entier de l'Angola, en tant que président de l'Union africaine, à la candidature de Khaled El-Enany – un appui qui réaffirme également l'adhésion collective de l'Union africaine à cette candidature stratégique.





LA RENAISSANCE ECONOMIQUE DE L'ANGOLA



Fort d'un potentiel exceptionnel et porté par une série de réformes et une diversification audacieuse, l'Angola émerge comme l'une des économies dynamique d'Afrique. Une transformation économique remarquable est en cours. Le secteur pétrolier, longtemps pilier de l'économie angolaise, a connu des bouleversements, ces dernières années. La baisse des prix du pétrole sur le marché mondial et la baisse structurelle de la production a incité le gouvernement angolais à diversifier son économie et à investir dans d'autres secteurs prometteurs tels que l'agriculture, les mines, le tourisme et les infrastructures. Les principaux atouts de l'économie angolaise sont: la stabilité politique et économique retrouvée autour d'un large consensus et sous la direction d'une majorité politique solide après 27 ans de guerre civile; une population importante faisant du pays le troisième plus grand marché d'Afrique subsaharienne; d'importantes ressources naturelles (deuxième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne, productions minières, production de diamants); un fort potentiel de croissance pour les secteurs hors pétrole comme l'agriculture, la construction et le tourisme; une main-d'œuvre jeune et en plein essor et une attractivité confirmée pour les IDE au cours de ces dernières années.

Le Président angolais, João Lourenço, a lancé une série de réformes visant à améliorer le climat des affaires et à attirer les investissements étrangers. Ces efforts ont commencé à porter leurs fruits, avec une augmentation significative des investissements dans des secteurs non pétroliers. Les partenariats public-privé se multiplient, ouvrant de nouvelles opportunités de croissance et de développement.

D'une façon générale l'exécutif angolais a maintenu la stabilité du cadre macroéconomique, l'assainissement des finances publiques et la soutenabilité de la dette publique. Sur le plan des finances publiques le ministère des finances a réagi à la crise de manière adéquate en imposant la rigueur budgétaire, préservant la confiance internationale. Le poids de la dette publique dans l'économie est revenu à son niveau de 2021 à 84,5 % du PIB. Le poids du service de la dette demeure très élevé en 2024. Les agences de notation ont toutes maintenu leur note souveraine (Fitch a revu sa perspective à stable), et le pays est sur le marché des obligations en devises. Face à la crise de change la banque centrale (BNA) a opté pour un retour au régime de change fixe. Les signaux d'alerte restent l'inflation, la pauvreté, le chômage et un fort taux d'informalité. Ils assombrissent un tableau pourtant encourageant, malgré la quasi-absence de diversification économique.

L'économie s'est ensuite stabilisée au troisième trimestre 2023 et est restée globalement résiliente, aidée par une reprise du secteur pétrolier, dopé par l'élévation des cours. Les perspectives de croissance demeurent encourageantes.

Mme Vera Esperança dos Santos Daves de Sousa fait partie de l'équipe économique. Elle est la première femme à être nommée ministre des Finances en Angola. Jusqu'à la date de sa nomination, elle était secrétaire d'État aux Finances et au Trésor.

Elle a travaillé comme technicienne financière à Sonangol ESSA, directrice du bureau des produits et de la recherche à Banco Privado Atlântico, professeur de marchés financiers à l'Executive MBA promu par la Catholic Business School Alliance, professeur de finances publiques et d'intégration économique à l'UCAN - Business School. De 2014 à 2016, elle a été directrice exécutive de la Commission des marchés des capitaux et de septembre 2016 à octobre 2017, elle a été présidente de la Commission des marchés des capitaux.





INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

**Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor**



LA RESSANCE ECONOMIQUE **STRUCTURE ÉCONOMIQUE**

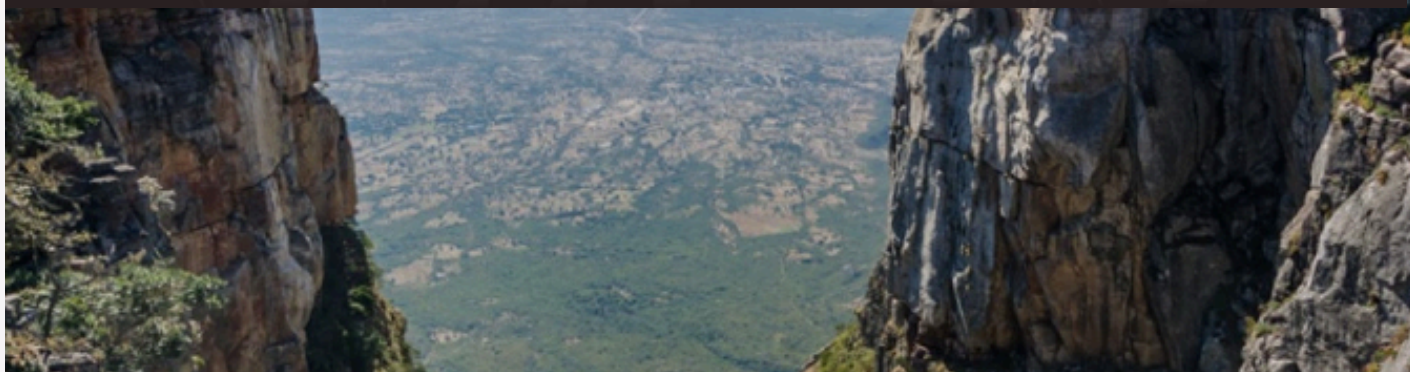
La structure économique de l'Angola

Les principaux secteurs économiques de l'Angola demeurent l'agriculture, l'industrie et les services. Le secteur agricole angolais demeure sous-exploité contribuant à 13,6 % du PIB mais employant 56 % de la population (Banque mondiale). Seul un tiers environ des terres arables de l'Angola est utilisé pour les récoltes, et sur ces 5 millions d'hectares arables, seuls 100 000 bénéficient de machines et/ou de la traction animale pour l'ensemencement et la récolte. L'agriculture angolaise consiste principalement en une agriculture de subsistance, les principales cultures industrielles étant le café et le coton. Le gouvernement a fortement investi dans la production de café, de canne à sucre et d'éthanol afin de diversifier les revenus agricoles et les exportations. Comme le souligne le plan de développement national 2023 - 2027, le gouvernement angolais a identifié deux principaux moteurs pour débloquer la capacité agricole du pays : le plan national pour les céréales (PLANAGRÃO) et le plan national pour la promotion et le développement de l'élevage (PLANAPÉCUÁRIA). Ces initiatives visent à répondre au besoin croissant d'importations alimentaires, en particulier de céréales destinées à la consommation humaine et animale, ainsi que de volailles.

Le secteur industriel représente 44,9 % du PIB et 6 % de l'emploi (Banque mondiale). L'Angola est l'un des plus grands producteurs de pétrole d'Afrique, un producteur net de gaz naturel et le troisième producteur de diamants du continent, devancé seulement par le Botswana et la République démocratique du Congo. L'économie angolaise, la troisième d'Afrique subsaharienne, est dominée par l'industrie pétrolière et gazière, qui représente environ 30 % du PIB et constitue la principale source de revenus du pays (plus de 70 % des recettes publiques et 90 % des exportations de l'Angola proviennent des activités pétrolières). Outre les diamants, le pays produit également de l'or, du granit, du gypse, du marbre et du sel, ainsi que de nombreux minéraux non exploités susceptibles d'être extraits, notamment le béryllium, l'argile, le cuivre, le minerai de fer, le plomb, le lignite, le manganèse, le mica, le nickel, la tourbe, les roches phosphatées, le quartz, l'argent, le tungstène, l'uranium, le vanadium et le zinc. Selon l'Agence nationale du pétrole, du gaz et des biocarburants (ANPG), l'Angola produira 400,72 millions de barils en 2023, ce qui placera le pays au troisième rang des producteurs de pétrole en Afrique.

Le secteur des services notamment la banque, les communications et le tourisme connaît également une croissance rapide, représentant 41,6 % du PIB et employant 38 % de la population. Le tourisme se développe, il y a une grande pénurie d'hôtels et d'autres types d'hébergement. Le secteur de la construction est en plein essor, représentant environ 9 % du PIB, grâce à un vaste programme de reconstruction lancé par le gouvernement. Les télécommunications ont connu une croissance significative, propulsée par une pénétration accrue de la téléphonie mobile et des investissements dans les infrastructures. Le secteur bancaire et financier joue un rôle crucial dans le soutien de l'économie angolaise, avec des institutions financières nationales et internationales opérant dans le pays.

ANGOLA



QUELQUES SECTEURS PRIORITAIRES **DE L'ÉCONOMIE**

Le secteur de l'eau

Un Angolais sur deux a accès à l'eau potable mais ce chiffre cache de grosses disparités entre les villes (60%) marquées par un fort exode rural et la campagne (40%). Le programme « Agua para Todos » visait à offrir un accès à l'eau à 80% des populations rurales en 2012 mais il connaît d'importants retards.

Le secteur de l'agriculture et pêche

L'agriculture est un secteur important de l'économie africaine depuis des décennies. Qu'il s'agisse des activités économiques autour de l'agriculture ou du marché des produits agricoles, les possibilités d'investissement sont légion. Tant l'agriculture que le secteur de la transformation des produits agricoles ont un important potentiel de croissance, et ils ont une grande influence l'un sur l'autre.

L'Angola est le 5^e pays au monde selon la FAO en termes de potentiel agricole. Ce secteur a des besoins importants en formation, encadrement et équipements. L'agriculture angolaise sommeille depuis les années de guerre mais, avec 58 millions d'hectares de terres arables dont à peine 30% sont cultivés aujourd'hui et ses abondantes ressources hydriques, elle possède un potentiel certain de développement.

Le commerce

Depuis l'adoption de l'économie de marché, l'Angola a diversifié ses partenaires économiques en Afrique, en Asie, en Europe et aux USA. L'économie angolaise reste dominée par le commerce de détail informel mais, ces dernières années, on assiste à la multiplication des détaillants formels à travers l'ouverture d'hypermarchés. Leur succès s'explique par l'urbanisation et par la disponibilité de produits étrangers appréciés pour leur qualité et dont le prix est devenu accessible grâce à l'amélioration des infrastructures de transport à travers le pays.

Le secteur touristique

L'Angola dispose d'un potentiel touristique exceptionnel qui demeure largement inexploité. Doté d'une grande beauté naturelle, le pays dispose de paysages variés dignes d'une carte postale. On y trouve nombre de sites historiques, culturels et traditionnels et des monuments construits pendant l'ère coloniale. Les réserves zoologiques naturelles ne font pas encore partie d'un circuit touristique intégré et restent à être mises en valeur.

Secteur du Transport

C'est un secteur dynamique qui concerne le transport et aménagement urbain, construction et modernisation du réseau routier et ferroviaire, agrandissement et aménagements des ports, construction et modernisation des aéroports, chantier du tramway de Luanda,



ANGOLA



Le secteur de la télécommunication

C'est le premier pays d'Afrique à avoir lancé le réseau 4G, le taux de couverture mobile est de 82%. L'Angola a lancé le nouveau Satellite de télécommunications ANGOSAT3 qui est opérationnel. Ce secteur compte plus de 15 millions d'abonnés à la téléphonie mobile, l'Angola est un des plus gros marchés de l'Afrique subsaharienne.

BTP et construction

BTP: Ecoles, hôpitaux, ponts, parcs industriels, aéroports, ports, administrations publiques, plus de 80 hôtels, des cliniques, centre commerciaux, centres des affaires, quartiers résidentiels, sont autant des projets de construction en Angola. Ce secteur apporte une contribution très importante à l'économie non pétrolière angolaise. La part du secteur de la construction dans le PIB est passée de 3,5 à 8,9% en 2012.

Le secteur de l'électricité et énergie

Plus de 24 milliards d'investissement ont été affectés à ce secteur pour tripler la capacité de production et de distribution d'électricité. Malgré d'importants investissements consentis par le gouvernement pour augmenter la production ainsi qu'améliorer le transport et la distribution, il est estimé que 40% à peine de la population a accès à l'électricité.

Le 10 mars 2023– Le Ministre en charge de l'Energie et de l'Eau de la République d'Angola Monsieur João Baptista BORGES et le Président de la Commission de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) l'Ambassadeur Gilberto DA PIEDADE VERISSIMO ont procédé à l'inauguration du Centre Régionale des Energies Renouvelables et Efficacité Energétique CEREAC.

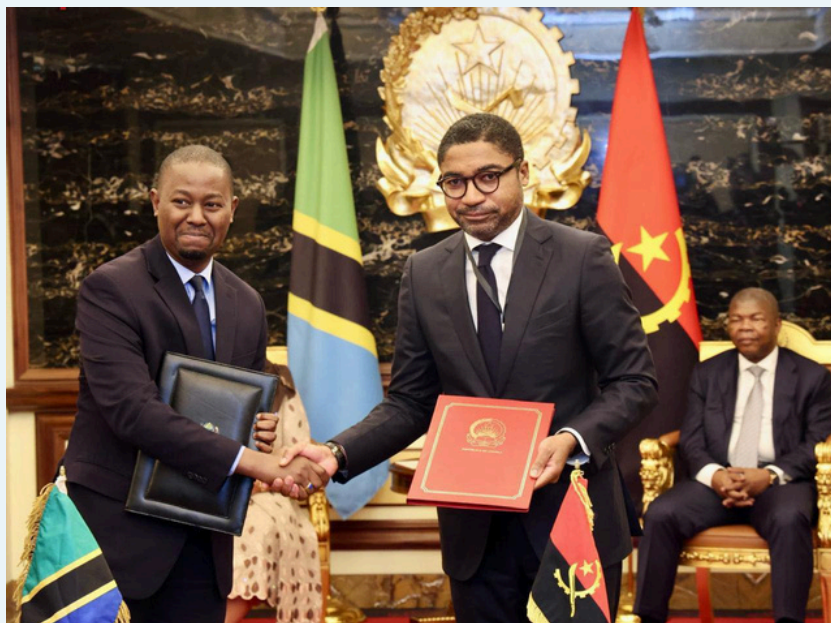
Le Centre a pour mission d'assurer la coordination de la mise en œuvre de la politique de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale (CEEAC) en matière des énergies renouvelables et efficacité énergétique et de promouvoir la création d'un marché CEEAC intégré et inclusif pour les produits et services associés.



ANGOLA



INVESTIR EN ANGOLA AVEC L'AIPEX



En Angola, les investisseurs étrangers ont le même droit d'accès aux mesures incitatives. L'investissement privé (national et étranger) est régulé par l'ANIP (Agência Nacional pelo Investimento Privado). Pour bénéficier des incitations fiscales et autres avantages accordés par cette loi, les entités étrangères doivent investir un montant égal ou supérieur à 1 million de USD. La loi garantit aux investisseurs étrangers le droit le rapatriements de capitaux, notamment, de transférer à l'extérieur du pays les dividendes ou autres revenus des investissements directs.

Depuis 2020, l'importation de capitaux d'investisseurs étrangers désireux d'investir dans des entreprises angolaises est exempte de licence par la banque centrale angolaise. L'Agence fixe également les secteurs prioritaires que sont l'agriculture et la pêche, les industries de transformation, les infrastructures ferroviaires, routières, aéroportuaires et portuaires, les télécommunications et technologies de l'information, la pêche et ses dérivés, l'énergie et l'eau, les logements sociaux, la santé et l'éducation, l'industrie hôtelière et le tourisme. Ces secteurs constituent de belles opportunités d'investissements au vu de leur potentiel et des incitations mises en place.

Le pays bénéficie d'une position géographique stratégique et de vastes ressources naturelles, ce qui en fait un acteur clé dans le commerce régional et continental. L'Angola participe activement à des initiatives telles que la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), renforçant ainsi sa position en tant que hub commercial régional. Et le développement du corridor de Lobito permettra d'accélérer de nombreux projets de développement.



L'AIPEX signe plusieurs contrats d'intention ce 10 juillet 2024

Parmi les contrats signés à Luanda, il y a le projet de gestion, maintenance et exploitation commerciale du Terminal Polyvalent de Conteneurs et de Marchandises Générales du Port de Lobito, avec un investissement français totalisant 188.311 milliards de dollars. Ce projet devrait générer 731 emplois, dont 95 pour cent seront destinés aux nationaux.

Le projet Esplendor Florestal dans le secteur agricole, également un investissement de capitaux étrangers, vise à planter, exploiter et transformer des grumes en bois, et est le résultat d'un investissement de 47 182 mille USD, et sera mis en œuvre dans les provinces de Benguela, et Huambo, qui, après sa mise en œuvre, générera 200 nouveaux emplois directs pour les nationaux.

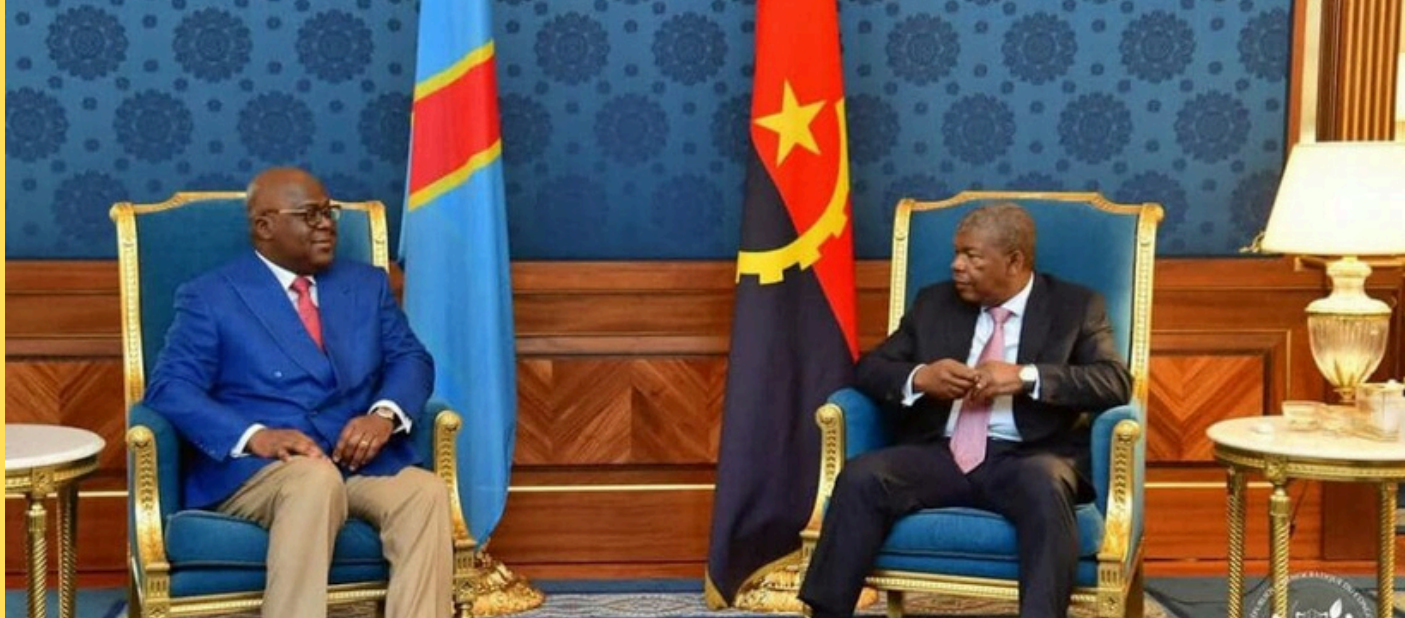
Le projet du groupe Casais Angola Engenharia e Construção, SA (Portugal), qui investira 45 349,166 dollars entre les villes de Luanda et Lobito, créera 1.600 emplois, dont 1.440 pour les nationaux.

Le quatrième projet, Koll Mob Angola – Fábrica de Mobília, relève du secteur industriel, sera implanté à Luanda et est évalué à 30 millions de dollars, pour créer 510 nouveaux emplois, dont 500 pour les nationaux.

Le cinquième projet, appelé Fuanda Internacional, concerne le secteur de la production de silicium et sera implanté dans la province de Bengo, avec un investissement de 20 millions de dollars, d'origine chinoise, et devrait créer plus de 449 nouveaux emplois pour les Angolais.







LA COOPÉRATION BILATÉRALE ENTRE LA RDC ET L'ANGOLA DEUX GÉANTS DE L'AFRIQUE CENTRALE COMPÉTITEURS ET COMPLÉMENTAIRES

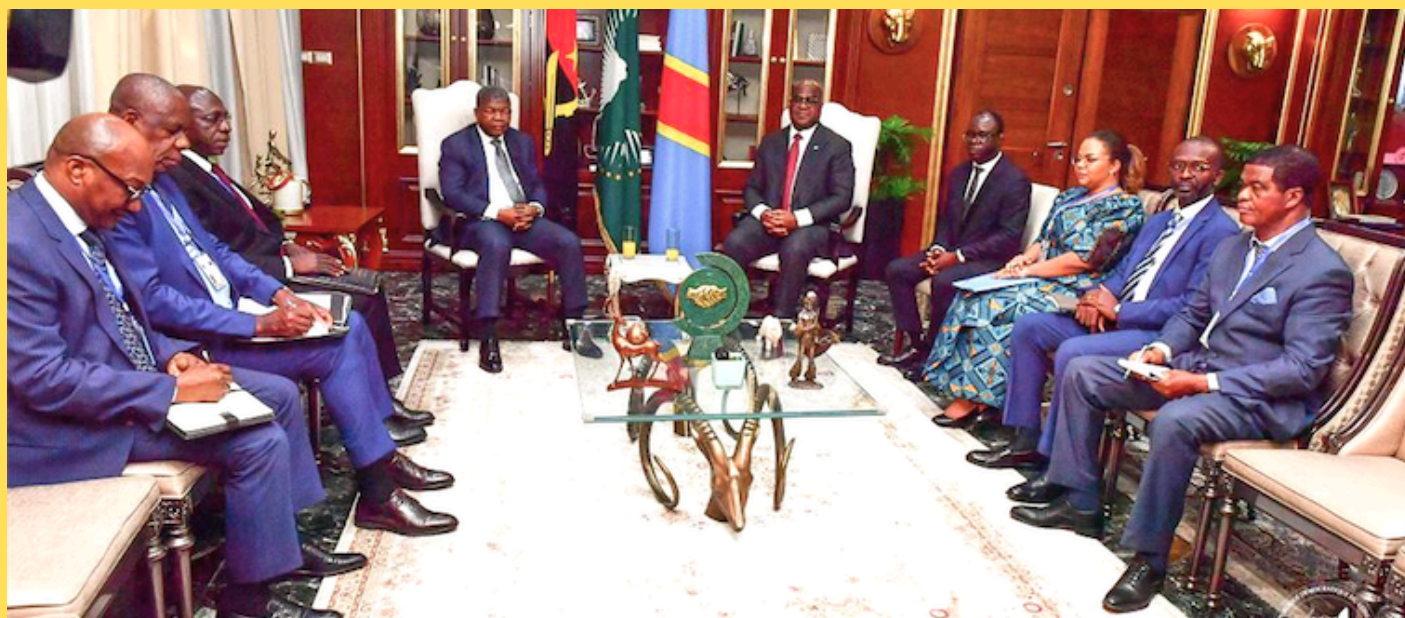
La RDC et l'Angola sont deux pays frères liés par des liens historiques et culturels séculaires. Les relations bilatérales entre les deux pays sont basées avant tout sur les réalités géopolitiques, sur la volonté politique commune de deux Chefs d'Etat et sur la fraternité de deux peuples. Les deux pays partagent une immense frontière terrestre, ils sont membres à part entière de plusieurs organisations au niveau régional, notamment au sein de la SADC et de la CEEAC. En tant que médiateur désigné par l'Union Africaine, le Chef de l'Etat angolais a joué un rôle important pour faciliter le dialogue régional pour la paix en RDC.

Au cours de dernières années, l'Angola et la RDC, conscients des enjeux nationaux et sous régionaux se sont mobilisés apour approfondir, diversifier, développer et intensifier leur coopération dans les domaines politique, et diplomatique. Sur le plan historique et culturel les peuples frères Congolais et Angolais, au delà de leur spécificité propre, sont portés par des liens indéfectibles d'une histoire commune et entretiennent des liens culturels, interethniques millénaires qui les rendent solidaires et tournés vers un avenir plein d'espoir et des défis communs.

Sur le plan politique et diplomatique la RDC et l'Angola entretiennent un dialogue de haut niveau qui porte à la fois sur des questions politiques et économiques d'intérêt commun et sur les questions de sécurité régionale. Les deux Chefs d'Etat, Son Excellence le président Antoine Tshisekedi Tshilombo et Son Excellence le président João Lourenço ont multiplié la fréquence et l'intensité des rencontres qui s'inscrivent dans le cadre de l'amitié, de la coopération et des relations de bon voisinage, entre les deux pays.

Sur le plan économique et commercial, les échanges commerciaux entre la RDC et l'Angola sont dominés par le commerce et les échanges transfrontaliers, d'une façon générale la RDC et l'Angola partagent des nombreux intérêts économiques communs et la dynamique des relations économiques et commerciales a été évoqué et mis en débat lors des deux forums organisés respectivement à Kinshasa et à Luanda.

Les intérêts économiques bilatéraux de la RDC et de Angola doivent faire l'objet d'une évaluation statistique afin de nous permettre de faire un état des lieux approprié. L'Angola considère que la RDC est un géant politique et économique qui peut prétendre à l'émergence.





RENCONTRE ENTRE LES PRÉSIDENTS **MOBUTU ET AGOSTINHO NETO** **EN 1978**

Prélude au développement des relations bilatérales entre l'Angola et la RDC

Les relations bilatérales entre l'Angola et la République Démocratique du Congo s'inscrivent dans le temps long et les prémises remontent au lendemain de la crise de Kolwezi. Déjà en 1978 trois mois presque jour pour jour après la crise militaire qui a été à l'origine des événements de Kolwezi, le président Agostinho Neto, chef de l'État angolais, s'est rendu 19 et 20 août à Kinshasa, à l'invitation du général Mobutu. Cette réconciliation spectaculaire est la conséquence logique de la "normalisation" entre l'Angola et le Zaïre intervenue à Brazzaville le 29 juillet. Cette rencontre revêtait un caractère historique Kinshasa et Luanda avaient, pour la première fois depuis l'indépendance de l'Angola, décidé de nouer des relations diplomatiques formelles et d'établir un climat de paix, de confiance mutuelle, de tranquillité et de coopération fructueuse.

En aval de cette rencontre, les deux pays avaient signé des accords prévoyant notamment la réouverture du chemin de fer de Benguela et le retour dans leur pays des réfugiés angolais et zaïrois. Ces décisions faisaient suite à l'annonce par le président Agostinho Neto du désarmement des anciens gendarmes katangais dont la présence le long de la frontière commune faisait obstacle à une amélioration des relations bilatérales et étaient un facteur de déstabilisation et de tensions politiques, diplomatiques et militaires entre les deux pays.

Les deux autorités dans un communiqué commun, annonçant la rencontre, avaient précisé que les deux chefs d'État ont agi en conformité avec les principes fondamentaux de l'O.U.A. et en accord avec les vœux exprimés par les dirigeants des pays frères d'Afrique centrale. Dans un contexte de guerre froide et des conflits régionaux, cette réconciliation était également perçue comme la volonté d'ouverture de l'Angola vers l'Occident, et vers les pays africains dits modérés à cet égard, le président Agostinho Neto a déclaré mardi 15 août 1978, aux ambassadeurs en poste dans son pays, que Luanda envisageait d'avoir une coopération plus intense avec les pays développés d'Europe occidentale tout en conservant des relations privilégiées avec les pays du bloc de l'Est dont la Russie et Cuba présents en Angola.



ANGOLA



La contribution de l'Angola au processus de paix en RDC Un exemple de solidarité et de fraternité

Le gouvernement angolais sous l'égide du président de la République s'est investi inlassablement dans la recherche de la paix en RDC par les voies diplomatiques. Le processus de Luanda était le socle sur lequel reposait toute l'architecture de ce processus appelé aussi feuille de route de Luanda ou processus de Paix de Luanda qui est en réalité une série de négociations et d'accords diplomatiques mené sous l'égide de l'Angola, entre juillet 2022 et mars 2025, avec le soutien de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et d'autres acteurs régionaux. Le Processus de Luanda est une initiative diplomatique lancé sous la médiation du président angolais João Lourenço, désigné comme facilitateur par l'Union Africaine. Ce processus visait à résoudre les tensions et conflits dans l'est de la république démocratique du Congo (RDC) à travers une série de sommets et d'accords entre les parties concernées. Ce processus était complémentaire au processus dit de Nairobi.

La Fusion de deux processus

Le sommet conjoint de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) et de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC), tenu ce samedi 8 février 2025, a proposé la fusion des deux processus de paix en cours en République Démocratique du Congo (RDC) : le processus de Luanda, piloté par le président angolais Joao Lourenço et le processus de Nairobi, dirigé par l'ex-président kényan Uhuru Kenyatta.

Le processus de Nairobi, initié en avril 2022 par l'EAC, avait un caractère plus technique et militaire, il avait pour ambition l'éradication de tous les groupes armés locaux et étrangers opérant dans l'Est de la RDC. Un rapport du Programme de désarmement, démobilisation, relèvement communautaire et stabilisation (PDDRCS), publié en 2023, estimait à 252, le nombre de groupes armés locaux, et à 14 celui des groupes armés étrangers actifs dans la région. Ce processus facilitait des discussions entre le gouvernement et les groupes armés locaux pour leur adhésion volontaire au PDDRCS, tandis que les groupes armés étrangers étaient appelés à déposer les armes en vue de leur rapatriement dans leurs pays d'origine. Mais, après plusieurs rounds de consultations, ce processus n'a jamais véritablement avancé.

Pour sa part, le processus de Luanda, lancé le 23 novembre 2022 lors d'un sommet organisé en Angola, visait principalement la désescalade des tensions entre la RDC et le Rwanda, ainsi que la résolution de la crise sécuritaire à l'Est du pays, notamment en lien avec la rébellion du M23. L'annulation, le 15 décembre 2024, du sommet tripartite RDC-Rwanda-Angola, qui devait aboutir à la signature d'un accord de paix entre Kinshasa et Kigali et d'autres initiatives parallèles à ce processus l'ont rendu complexe. Le 24 mars 2025, l'Angola a annoncé cesser sa médiation entre la République Démocratique du Congo et le Rwanda, deux mois après avoir pris la tête de l'Union africaine. Le président João Lourenço estime qu'il est temps pour l'Angola de se concentrer sur les priorités continentales.

La fusion des processus de Luanda et de Nairobi devrait permettre une meilleure coordination des actions diplomatiques et militaires entre la SADC et l'EAC. Elle devrait aussi renforcer l'unité des efforts régionaux et éviter tout chevauchement des initiatives pour le retour de la paix dans l'Est de la RDC.



PREMIÈRE ÉDITION DU FORUM ANGOLA – RDC



En marge du Forum, M. Anthony Nkinzo Kamole, Directeur Général de l'ANAPI, a accordé un entretien à la délégation de l'Agence angolaise de Promotion des Investissements et des Exportations (AIPEX), conduite par son Président du Conseil d'Administration, M. Lello João Francisco. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre de la mise en œuvre des mécanismes de collaboration entre l'AIPEX et l'ANAPI, notamment en ce qui concerne la signature d'un Protocole d'accord qui devra intervenir au courant de l'exercice 2023 et la mission économique RDC - ANGOLA projetée pour le mois de Mars 2024. Les deux parties se sont accordés en vue de promouvoir les opportunités d'affaires spécifiques essentiellement dans les secteurs de l'agriculture, du tourisme et l'éducation.

Forum économique entre la République démocratique du Congo et la République d'Angola dont le thème porte sur le « Partenariat économique pour une croissance partagée ».

Dans le cadre du renforcement des liens commerciaux et économiques, des partenariats et des investissements mutuellement bénéfiques la République Démocratique du Congo et la République d'Angola sous le haut patronage de Leurs Excellences Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo, et Joao Manuel Goncalves Lourenco, Président de la République d'Angola, Kinshasa a abrité du 31 juillet au 1er août 2023, la première édition du Forum économique RDC – ANGOLA.

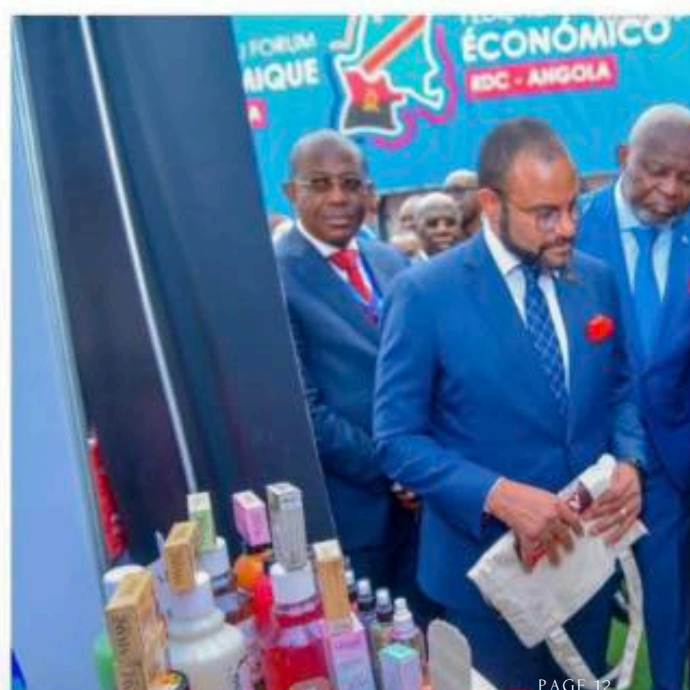
Au cours de cette première édition, pendant deux journées, les échanges entre les deux parties ont tourné autour du thème : « Partenariat économique pour une croissance partagée ». C'est le Premier Ministre congolais M. Jean-Michel Sama Lukonde qui, au nom du Chef de l'État, a lancé ces assises en présence notamment du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie Nationale de la RDC, M. Vital Kamerhe, du Ministre Angolais de l'Économie et de la Planification, M. Mario Augusto Caetano João, ainsi que d'autres membres des deux gouvernements et des opérateurs économiques de deux pays.

Les deux agences nationales de la promotion des investissements se sont investies dans ces travaux. L'Agence Nationale pour la Promotion des Investissements (ANAPI), a pris une part active à ces travaux en sa qualité d'Organe conseil du Gouvernement central et des Gouvernements provinciaux en matière de promotion des investissements et d'amélioration du climat des affaires.

Dans un panel de haut niveau sur "les opportunités d'affaires et investissements", le Directeur Général de l'ANAPI, M. Anthony Nkinzo Kamole, Directeur Général de l'ANAPI, a fait une présentation détaillée de l'état actuel des relations économiques entre la RDC et l'Angola, pointant du doigt la quasi-inexistence des investissements angolais en RDC. Dans les lignes de son exposé, le Directeur Général de l'ANAPI a présenté le potentiel congolais dans plusieurs secteurs avant d'étaler les différentes opportunités d'affaires que propose la République Démocratique du Congo aux hommes d'affaires et particulièrement, ceux de l'Angola. Il a ensuite présenté les atouts que possèdent les deux pays dans l'atteinte de leur objectif de renforcer les échanges commerciaux, les investissements croisés, les synergies et complémentarités entre les deux économies, les infrastructures transfrontalières et le développement du commerce des services.

A l'issue des travaux, la République Démocratique du Congo et la République d'Angola ont résolu notamment de promouvoir les opportunités d'affaires en facilitant les démarches administratives, les facilités d'établissement et en renforçant les accords de non double imposition, tout en harmonisant le marché financier des deux pays. Faisant sienne cette résolution, l'Agence nationale pour la promotion des investissements ANAPI, s'est engagée à travailler avec les structures habilitées de l'Angola pour rendre possibles les investissements directs entre l'Angola et la RDC, et plus globalement les investissements directs intra-africains.





ANGOLA



DEUXIÈME ÉDITION DU FORUM ANGOLA – RDC



Plusieurs recommandations ont été formulées à l'issue du Forum, dont notamment la simplification des procédures administratives, la facilitation de l'établissement d'entreprises, le renforcement des conventions de double imposition, et le développement des infrastructures transfrontalières. Les deux pays ont également convenu de faciliter l'octroi de visas aux opérateurs économiques aux postes frontières, et de mener des opérations conjointes d'inspection et de contrôle aux frontières communes pour lutter contre la fraude et la contrebande.

En outre, les deux pays ont exprimé leur volonté de tenir un Forum économique chaque semestre, avec un lieu tournant entre les deux pays. Ces forums permettront de renforcer la coopération économique et de promouvoir les opportunités d'affaires entre la RDC et l'Angola. Ce deuxième Forum économique entre la RDC et l'Angola a été couronné de succès et a permis de renforcer les liens économiques entre les deux pays. Les recommandations formulées lors de cette réunion contribueront à améliorer le climat des affaires et à promouvoir le d

Le deuxième Forum économique entre la République démocratique du Congo (RDC) et l'Angola s'est tenu à Luanda du 13 au 14 novembre dernier. Ces travaux sont placés sous le thème : « Partenariat économique pour une croissance partagée ». Cette réunion avait pour objectif d'évaluer les recommandations faites lors du premier Forum, qui s'était tenu à Kinshasa du 31 juillet au 1er août 2023, et de renforcer l'engagement des deux pays à améliorer le climat des affaires et à favoriser les opportunités économiques entre eux.

Les discussions ont porté sur les avantages mutuels et les opportunités de renforcer les échanges commerciaux et les investissements entre les deux pays. Les participants ont également abordé des questions telles que le développement des infrastructures transfrontalières, le partage d'informations sur les saisies douanières, la coopération dans le secteur des services, le développement de l'agriculture et de l'élevage, la coopération dans le secteur pétrolier, et la mise en place d'un partenariat économique durable.

Le ministre angolais en charge de l'Economie et de la planification, Mario Augusto Caetano João, a indiqué que les deux parties se retrouvent pour construire des ponts durables en vue de la promotion d'une entente mutuelle, un avenir commun et de prospérité. « Nous sommes réunis dans cette salle et ensemble, nous représentons la diversité des cultures, des ressources naturelles et des riches potentialités inexploitées que nos deux nations possèdent », a-t-il dit. « Nous sommes ici avec l'idée de débloquer le potentiel de coopération économique entre les deux pays pour le bien-être de deux peuples respectifs », a ajouté le ministre angolais. M. Caetano João a noté que cette deuxième édition du Forum Économique ANGOLA-RDC se déroule dans un contexte international difficile, caractérisé par des crises politiques, les crises énergétiques et alimentaires, le changement climatique, des catastrophes naturelles et d'autres facteurs qui rendent lente l'évolution de l'économie mondiale.

« Nous avons besoin de fonder une base pour qu'il y ait un développement durable de nos marchés. Nous avons l'obligation morale et historique devant les générations futures qui vont nous demander un jour ce que nous avons fait des opportunités que nous avons », a-t-il soutenu. Les décideurs et opérateurs économiques de deux pays ont deux jours dans la capitale angolaise pour dégager des recommandations fortes en vue du renforcement des liens commerciaux, visant la croissance économique de deux États.

« Cette deuxième édition est une opportunité pour renforcer la coopération multiforme économique, commerciale, énergétique et agro-industrielle », a déclaré M. Vital Kamerhe, vice-Premier ministre en charge de l'Economie nationale. Selon ce dernier, il est important qu'un bilan exhaustif des engagements passés soit établi, afin de jeter les bases d'une meilleure articulation de nos priorités économiques qui doivent absolument être d'essence fédératrice de nos efforts pour élaborer un plan de développement commun, dans un esprit de partenariat gagnant-gagnant qui tienne compte des avantages comparatifs de nos deux pays.

À la suite de ce Forum, les deux parties se sont félicitées de l'atmosphère fraternelle et cordiale qui a marqué les travaux, et ont exprimé leur satisfaction quant aux résultats obtenus. Ils ont souligné l'intérêt de leurs deux chefs d'État à approfondir et à renforcer la coopération économique entre les deux pays, dans le but de développer leurs secteurs privés respectifs et de bénéficier à leurs populations.

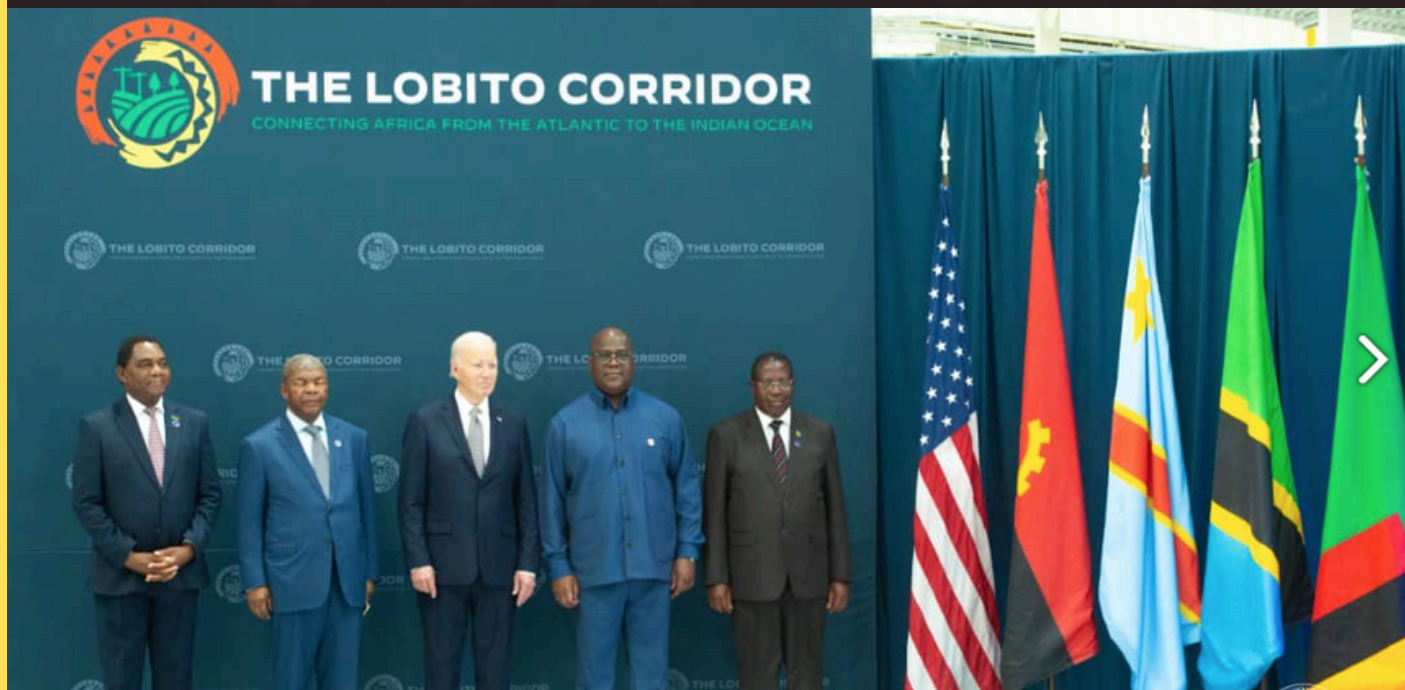


ANGOLA

LE CORRIDOR DE LOBITO UN ENJEU POUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE



ANGOLA



Le corridor de Lobito un enjeux pour l'intégration économique régionale Un projet fédérateur pour la RDC et l'Angola

Le corridor de Lobito représente un axe stratégique majeur pour l'intégration économique de l'Afrique, reliant l'Angola, la République Démocratique du Congo et la Zambie. Ce gigantesque projet de voie ferrée est destiné à acheminer, vers le port de Lobito, sur la côte Atlantique, des matières premières stratégiques telles que le cuivre et le cobalt. Outre l'Angola, ce projet concerne aussi la République démocratique du Congo, la Zambie et la Tanzanie. Les 1.300 kilomètres de rails du corridor de Lobito achemineront, sur la côte Atlantique, des ressources cruciales pour l'économie mondiale depuis la RDC et la Zambie. C'est un axe avec un impact sur le commerce, les infrastructures et le développement régional, il crée des nouvelles opportunités et oblige les états à relever des nouveaux défis. Le corridor de Lobito est le premier corridor économique stratégique lancé dans le cadre du partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PGII), en mai 2023. En marge du sommet du G20 à New Delhi en septembre 2023, l'UE et les États-Unis ont publié une déclaration commune, s'associant pour soutenir le développement du corridor.

Le corridor de Lobito permettra de libérer l'énorme potentiel de la région, améliorera les possibilités d'exportation pour l'Angola, la République démocratique du Congo (RDC) et la Zambie, et créera de la valeur ajoutée et des emplois grâce à des investissements et des mesures non contraignantes. Annoncé dans une déclaration conjointe UE-États-Unis en marge de l'événement du partenariat pour les infrastructures et les investissements mondiaux (PGII) au G20 en Inde en septembre 2023, le corridor de Lobito est une priorité clé du PGII du G7.

L'UE et les États-Unis co-dirigent le soutien au développement du corridor, y compris les investissements dans les infrastructures, les mesures non contraignantes pour la facilitation du commerce et du transit, les investissements dans les secteurs connexes pour favoriser une croissance durable et inclusive et les investissements en capital (chaînes de valeur agricoles, énergie, transport/logistique, enseignement et formation techniques et professionnels) le long du corridor en Angola, en RDC et en Zambie.

Lors du forum « Global Gateway » qui s'est tenu en octobre 2023, l'UE et les États-Unis ont signé – avec l'Angola, la RDC, la Zambie, la Banque africaine de développement (BAD) et l'Africa Finance Corporation (AFC) – un protocole d'accord pour définir les rôles et les objectifs de l'expansion du corridor.





LE CORRIDOR DE LOBITO UN ENJEU POUR L'INTÉGRATION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

UN PROJET FÉDÉRATEUR POUR LA RDC ET L'ANGOLA

Portée et objectifs. En janvier 2023, les ministres responsables des transports et du développement du corridor en Angola, en RDC et en Zambie, avec le soutien et la coordination du Secrétariat de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), ont signé l'accord de l'Agence de facilitation du transport en transit du corridor de Lobito (LCTTFA). L'accord LCTTFA vise à fournir une route efficace et efficiente qui facilite le transport de marchandises à l'intérieur des territoires entre les trois États membres du corridor, à travers : l'harmonisation des politiques, des lois et des réglementations ; des stratégies et activités conjointes et coordonnées de développement des infrastructures du corridor ; la diffusion de données sur le trafic et d'informations commerciales ; et la mise en œuvre d'instruments pour la facilitation des échanges. L'objectif est de soutenir une plus grande participation des PME dans les chaînes de valeur des entreprises, principalement dans l'agriculture et l'exploitation minière, en vue d'accroître le commerce et la croissance économique le long du corridor de Lobito et dans toute la région de la SADC.

Résultats escomptés. Une fois que l'infrastructure de transport reliant les trois pays sera pleinement opérationnelle, la ligne améliorera les possibilités d'exportation pour la Zambie, la RDC et l'Angola, stimulera la circulation régionale des marchandises et favorisera la mobilité des citoyens. En réduisant considérablement le temps de transport moyen, le corridor fera baisser les coûts logistiques et l'empreinte carbone pour l'exportation de métaux, de produits agricoles et d'autres produits ainsi que pour le développement futur de toute découverte minière. Le corridor de Lobito, stratégique dans la chaîne logistique de l'industrie minière, offre l'itinéraire le plus court pour les exportations, réduisant ainsi les délais de transport de quelques semaines à quelques jours, ainsi que les coûts logistiques.

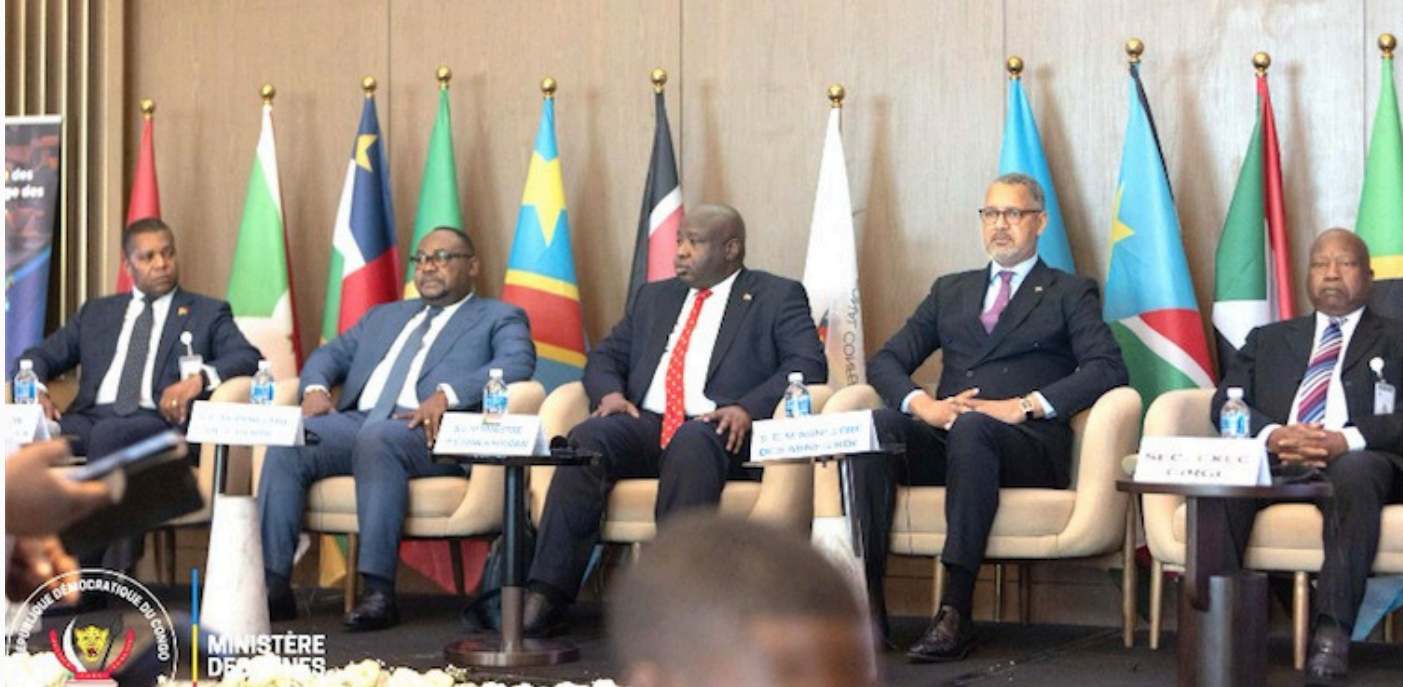
Désenclaver la sous-région

Actuellement, le cuivre et le cobalt congolais sont exportés vers le marché mondial via cinq ports, dont quatre se trouvent sur la côte Est, sur l'océan Indien.

Le corridor de Lobito comprend le port de Lobito, le terminal de Mineiro, l'aéroport de Catumbela et le chemin de fer de Benguela. En RDC, ce corridor relie les provinces minières du Tanganyika, du Haut-Lomami, de Lualaba et du Haut-Katanga.

Roger Te-Biasu, coordonnateur de la Cepercor, la cellule d'appui technique du gouvernement congolais qui gère les activités des corridors de transports, pense que le projet de Lobito va positivement impacter l'économie de la RDC. "L'intérêt réel que la RDC peut tirer de ce projet de corridor de Lobito est vital, parce que nous sommes un pays semi-enclavé, l'accès à l'océan n'est pas direct pour nos importations et exportations", déclare Te-Biasu.





REUNION ORDINAIRE DES MINISTRES CHARGES DES MINES DANS PAYS DE LA REGION DES GRANDS LACS

La Conférence Internationale sur la Région des Grands Lacs a tenu, le 31 août 2025 à Kinshasa, la 8e réunion ordinaire des ministres chargés des mines. Le thème de la réunion de cette année : « Consolider la paix et la sécurité pour un développement durable dans la région des Grands Lacs », a souligné l'engagement des ministres à favoriser la stabilité et la prospérité au sein de la région.

Les ministres de la République d'Angola, de la République du Burundi, de la République du Congo, de la République démocratique du Congo, de la République du Rwanda, de la République du Soudan, de la République-Unie de Tanzanie et de la République de Zambie se sont réunis pour discuter des questions cruciales qui touchent notre région. La réunion a été ouverte par S.E. M. Kizito Kapinga Mulume, ministre des Mines de la RDC, et a été honorée par la participation de S.E. Didier Makanzu Mazenga, ministre de l'Intégration régionale de la RDC. Elle était présidée par M. Noraldaim Mohamed Ahmed Taha, ministre des Mines de la République du Soudan.

Parmi les principaux points à l'ordre du jour figuraient l'examen et l'adoption du rapport de la réunion extraordinaire du Comité régional de la CIRGL contre l'exploitation illégale des ressources naturelles, qui s'est tenue virtuellement le 25 juillet 2025. Les ministres ont évalué les progrès réalisés dans le cadre de l'Initiative régionale sur les ressources naturelles, discuté de la mise en place de bases de données régionales sur les minerais et examiné la mise en œuvre du Mécanisme Régional de Certification (MRC).

Les ministres ont souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre des décisions des réunions précédentes et la nécessité de respecter les protocoles et les outils de la CIRGL, pour maintenir l'intégrité et la crédibilité institutionnelle. En outre, la réunion a souligné la nécessité urgente de rendre opérationnelle la base de données régionale de la CIRGL sur les flux de minerais. Cette mesure renforcera la transparence dans la gestion des ressources naturelles et garantira un meilleur partage de l'information entre les États membres.

Les ministres ont exprimé leur sincère gratitude au peuple et au gouvernement de la RDC, sous la conduite de Son Excellence Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République Démocratique du Congo, pour leur hospitalité et pour avoir fourni les installations nécessaires qui ont contribué au succès de cette réunion. Ensemble, les ministres des mines restent déterminés à garantir la paix, la sécurité et le développement durable dans la région des Grands Lacs.





LA PRÉSENTATION DU PROJET LE SEMBA DANS LE MONDE

Un projet d'attraction culturelle et touristique

Un projet d'attraction culturelle et touristique, appelé "Semba In the World", a été présenté à Luanda, en vue de promouvoir la culture angolaise, en mettant l'accent sur le style musical et de danse Semba. Le 19 mars 2025, la capitale angolaise, Luanda, a accueilli la présentation officielle du projet Semba in the World, une initiative innovante qui vise à promouvoir la culture angolaise au niveau national et international, en mettant l'accent sur le Semba en tant que patrimoine culturel immatériel national et catalyseur du développement culturel et économique.

La présentation a eu lieu dans la galerie Semba du centre culturel et récréatif Kilamba, où les personnes présentes ont fait l'éloge du mouvement culturel visant à renforcer, à étendre et à diffuser la culture angolaise, en reliant la musique, l'art et la danse au monde.

C'est le musicien Dom Caetano qui a accueilli les invités, suivi par le président de Mastercard pour l'Afrique, M. Gabriel Swanepoel, qui a déclaré dans son discours : « Nous célébrons 20 ans de relations avec le continent africain, et il n'y a pas de meilleure façon de le faire que par la culture ».

Le ministre de la culture, M. Filipe Zau, était représenté par le directeur national de l'action culturelle du ministère de la culture, M. Pedro Nambongue Chissanga, qui, dans son discours d'ouverture, a salué cette initiative visant à valoriser et à développer le Semba, soulignant que le gouvernement angolais travaille actuellement à l'inscrire au patrimoine culturel immatériel de l'humanité de l'UNESCO.

Le coordinateur du projet, Hélio Aragão, a présenté les sept piliers de l'internationalisation de Semba, dont la carte touristique culturelle, développée en partenariat stratégique avec Mastercard. Cette initiative vise à faciliter l'accès à des expériences touristiques et culturelles authentiques, tout en promouvant la valorisation du patrimoine culturel et l'inclusion financière dans le secteur du tourisme culturel.

Un autre pilier essentiel est la Route touristique Semba, qui permettra aux visiteurs de vivre une expérience d'immersion dans la culture angolaise, en les emmenant dans des sites historiques et culturels de référence, tels que des maisons d'artistes, des studios de musique, des centres de danse et des ateliers d'artisanat, dans les provinces de Kwanza Norte, Luanda, Kwanza Sul, Benguela, Huíla et Namibe.

Avec cette approche intégrée, Semba in the World vise à se consolider en tant que projet culturel de référence, capable de préserver et de promouvoir l'héritage de Semba au niveau national et international.



ANGOLA



RÉPUBLIQUE D'ANGOLA

ANGOLA



RÉPUBLIQUE D'ANGOLA
CARTE ADMINISTRATIVE



ANGOLA



RÉPUBLIQUE D'ANGOLA
PARLEMENT



INDEPENDÊNCIA NACIONAL DE ANGOLA 1975-2025

Preservar e valorizar as conquistas
alcançadas, construindo um futuro melhor

ANGOLA



REPÚBLICA DE ANGOLA

EMBAIXADA DA REPÚBLICA DE ANGOLA
NA REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DO CONGO
KINSHASA



AMBASSADE D'ANGOLA

AMBASSADE D'ANGOLA EN RDC
413, Bld du 30 Juin,
C/Gombe BP 8625 Kinshasa 1
REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO